

Grand meeting de soutien au Nicaragua
Mercredi 12 décembre, 20h, Mutualité

Rouge

CONVERGENCE 84

Après le 1^{er} décembre

p 8/9

M 1578 N° 1138 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

7 au 13 décembre 1984



Indépendance

pour le peuple

kanak

Les dégâts du profit

Par Jean-Jacques Laredo

Bhopal, ville d'environ 900 000 habitants dans l'un des Etats les plus pauvres de l'Inde, a vu s'abattre sur elle une calamité qui n'a rien de naturelle. L'usine de la compagnie américaine Union Carbide, l'un des trois plus gros groupes chimiques américains, a libéré un nuage de mort de 40 km², faisant 1 200 morts, 20 000 blessés sérieux. Au total un quart de la population a été atteinte par cette peste industrielle. Pour son quatrième incident depuis 1978, l'usine de l'Union Carbide détient un triste record. L'usine était construite à 10 km d'un quartier populaire et, surtout, un énorme bidonville l'entourait. Cet océan de misère s'est transformé en charnier. Il y a tout juste quinze jours, l'horreur frappait à Mexico. Là aussi, ce sont les quartiers populaires qui ont été dévastés : l'explosion des réservoirs de gaz faisait 400 morts, brûlés vifs. Ces deux catastrophes ne sont pas une fatale rançon du progrès, la faute à pas-de-chance. Dans un cas comme dans l'autre, les autorités de l'usine ont été mises en cause et il semble établi que les normes de sécurité n'aient pas été respectées. La direction américaine de l'Union Carbide a décidé l'arrêt total et immédiat de la production et du transport du gaz meurtrier, cela ne rendra pas la vie aux victimes ni n'empêchera les survivants d'en conserver des séquelles à jamais. Il est bien sûr plus facile de faire des économies au mépris de la sécurité des populations dans les pays dominés que dans les grands pays impérialistes. Ce qui ne veut pas dire que ces derniers soient à l'abri de tels accidents comme l'a démontré l'exemple des fuites de dioxine à Seveso. Un responsable de centre antipoison a déclaré que la catastrophe de Bhopal est « le type même de grand désastre qui poserait des problèmes même en France s'il fallait traiter plus de 500 personnes d'un coup ». Rappelons que l'Union Carbide utilise le même gaz dans sa filiale de Béziers. S'il y a une fatalité à cette barbarie c'est bien celle de la recherche du profit maximum, c'est la rançon du capitalisme. Entre la menace d'un holocauste nucléaire et celle d'exterminations accidentelles, cette fin de siècle nous démontre qu'il faut en finir avec ce système avant qu'il n'en finisse avec l'humanité.

DELATION Une lettre du maire de Noisy

Les habitants de la cité de Londeau, à Noisy-le-Sec, ont dû être surpris. Ils ont pu trouver dans leurs boîtes à lettres une photocopie d'une lettre que leur maire, Roger Gouhier, membre du PCF, avait adressée au commissaire de police de la ville.

« Monsieur le commissaire, j'attire votre attention sur le sentiment d'insécurité et la colère des habitants de la cité du Londeau, suite à l'attitude des jeunes M., M., C., M., et quelques autres connus de vos services (les noms figurent en toutes lettres et sont des noms à consonnance maghrébine). L'un de ces individus vient de sortir de prison. Il se livre déjà à diverses exactions qui risquent de porter la population à un tel point d'exaspération que certaines personnes envisagent d'organiser des expéditions punitives (...) »

La distribution de cette lettre n'a pas été organisée par les services municipaux. On s'en doute, M. Gouhier se serait bien passé de cette publicité autour de ses écrits qui encouragent le climat raciste, la délation publique et reprennent les pires arguments sécuritaires de la droite musclée.

Les réactions dans la cité ont été vives. Ainsi, une déclaration a été adoptée lors du débat organisé à l'occasion du passage de Convergence 84 à la Bourse du travail de Bobigny, commune voisine. « Il est inadmissible que vous n'avez rien d'autre à proposer sur votre commune que d'aller dans le sens de ceux qui réclament toujours plus de répression, surtout lorsqu'il s'agit du bouc émissaire qui désigne l'étranger. (...) Il est inadmissible que vous n'avez d'autre action à proposer à ce jeune sortant de prison que de le désigner d'ores et déjà comme un futur récidiviste ! »

« Seriez-vous également de ceux qui pensent que la justice de ce pays est trop laxiste ? »

« Il est inadmissible que les partisans de l'autodéfense trouvent un écho auprès de vous, sous prétexte que vous ne puissiez contenir leur exaspération. »

TEMPS PARTIEL Les discriminations sexistes condamnées

La direction de Bekaert Cokerill, en Belgique, vient d'être condamnée pour discrimination sexuelle : elle voulait imposer aux femmes de travailler à temps partiel pour éviter de licencier des hommes.

Ce procès vient en aboutissement de la lutte exemplaire

menées par « treize femmes en colère » pour le droit à l'emploi de toutes les femmes.

En 1982, la direction de cette entreprise décidait des licenciements et se heurtait à la riposte de l'ensemble des travailleurs. Mais après neuf semaines de grèves, les syndicats signèrent avec la direction un accord prévoyant que les 35 femmes de l'entreprise (sur 225 travailleurs) seront mises à temps partiel pour éviter 13 licenciements.

Accord honteux, accord de division, accord sexiste comptant sur le « sacrifice » féminin par temps de crise... C'est par la grève que 13 travailleuses ont répondu, impulsant un large mouvement de solidarité féministe au plan européen. « Une injustice commise à une seule femme est une menace pour toutes », déclaraient-elles, donnant ainsi toute la dimension de leur lutte.

Lâchées par les directions syndicales, elles finiront par être licenciées malgré leur détermination, malgré l'ampleur du soutien féministe (dont les instances féminines des syndicats belges). Elles seront alors remplacées par 23 hommes, aux salaires plus élevés que ceux qu'elles touchaient...

Deux ans après, le tribunal a donné raison aux femmes de Bekaert Cokerill, condamnant la direction de l'entreprise pour discrimination sexuelle.

Mais au lieu de se prononcer pour la réintégration de travailleuses, il s'est contenté de leur faire verser quelques maigres indemnités par la direction.

Quoi qu'il en soit, le procès gagné par les femmes de Bekaert Cokerill, est un encouragement pour toutes les femmes, à lutter contre les discriminations sexistes, notamment le temps partiel imposé. En France aussi, cette lutte est plus que jamais d'actualité.

RACISME Torchons dans les boîtes à lettres

« Tous les citoyens algériens, marocains, tunisiens, papous, gitans, canaques, juifs, sénégalais, martiniquais, asiatiques, guadeloupéens, zairois, indiens, turcs, congolais, guinéens, nigériens, gabonais, tchadiens, etc. pourront librement et tranquillement regagner leurs patries respectives, car à peu près tous ont une patrie indépendante, souvent socialiste, donc libérale. Demain, il sera trop tard. »

Nous n'avons pas trouvé cette merde dans un caniveau mais au foyer de travailleurs immigrés de Genevilliers. Dans une lettre — « Cher immigré » — à en tête de la société Calberson « numéro 1 du déménagement ». Renseigné-

ment pris, la société en question a déposé plainte pour faux. Elle est donc étrangère à ce délit, d'inspiration ouvertement néo-nazie : « A Chateaubriant, un excité, Frédéric Poulay, tue deux porcs, en blesse cinq, mais c'est le symptôme le plus grave : dans quelques temps, cet "excité" aura peut-être lui aussi sa rue ou sa place, comme son prédécesseur, le colonel Fabien qui lutta également contre l'occupation, allemande à cette époque, quoique l'on n'ait jamais vu de soldat allemand arracher le sac d'une vieille dame ». Amalgame ordurier s'il en est, le tueur fou de Chateaubriant, Frédéric Poulay, étant justement un fan de Hitler !

Un autre torchon raciste a été distribué largement dans les boîtes à lettres des XIII^e et XIV^e arrondissements sous la forme de « 12 articles définissant l'immigré ».

— L'immigré a raison ; l'immigré a toujours raison (...); l'immigré ne fait pas l'amour avec une française. Il s'intègre socialement (...); l'immigré n'est pas un étranger. Il est le futur propriétaire de la France ; l'immigré n'envahit pas ; il fait cinq fois plus d'enfants que le Français. »

Cette propagande ordurière nécessite du papier, des machines à écrire, des photocopieuses ou autre duplicateurs, et des troupes pour la distribuer. Son but est évident : semer l'inquiétude chez les immigrés, la haine chez le « bon peuple sain et naïf ». L'inspiration — le ton second degré compris — est en ligne directe avec les nostalgiques du III^e Reich, et le tout au service de qui revendique légalement le droit au racisme. On imagine — « sans peine » dirait Le Pen à qui profite le crime.

RICHESSSE Le salaire des patrons

Une étude vient de paraître sur la rémunération des dirigeants de sociétés. Les salaires de ces dirigeants s'accroissent avec la taille de leurs entreprises. Ainsi 10 % des dirigeants touchent, en 1983, une rémunération mensuelle brute inférieure à 8 500 francs, tandis que 10 % d'entre eux

touchent, à l'autre extrême, plus de 41 000 francs ; la moyenne étant de 23 000 francs par mois. Mais les patrons d'entreprises employant plus de 5 000 salariés gagnent, eux, plus de 88 000 francs par mois.

L'ensemble de leur salaires représente, en moyenne, 65 % du revenu total de leur ménage. Le complément est fait surtout de revenus de capitaux immobiliers, qui comptent pour 19 % dans le total de leur revenu. La rémunération du conjoint ou des personnes à charge représente seulement 5 % du total.

Pour les entreprises de plus de 5 000 salariés, le rapport du salaire du dirigeant au salaire moyen dans l'entreprise atteint le chiffre 10. Est-il besoin de préciser que tous ces chiffres ne prennent pas en compte les avantages en nature, les dividendes des actions de l'entreprise et les diverses primes pour participation dans les conseils d'administration d'autres entreprises... ?

CONSCIENCE Un officier déserte

Un officier de tir de la base de missiles du plateau d'Albion, le lieutenant Jean-Louis Cahu, qui avait disparu il y a trois semaines, s'est présenté samedi après-midi à une gendarmerie après avoir accordé une interview à Libération.

« Je ne pouvais plus supporter l'idée de servir comme officier de tir au plateau d'Albion, parce que ce poste implique l'utilisation de l'arme atomique », a-t-il notamment expliqué avant de préciser que « l'éventualité de l'utilisation des armes nucléaires me semble de plus en plus plausible. »

« Je veux seulement que l'on arrête la course folle au nucléaire », a expliqué l'officier déserteur. Cette même raison a fait défiler des millions d'Européens. Les militaires ne sont pas hors du monde ; il n'y a pas lieu de s'étonner de cette désertion. Le geste du lieutenant Cahu risque pourtant de lui valoir jusqu'à quatre années d'emprisonnement. Refuser sa libération serait encore un pas de plus du ministre Hernu dans la répression contre les pacifistes qui sont dans son armée.

Soutien aux mineurs britanniques

Au moment où Thatcher fait un hold-up sur l'argent du syndicat des mineurs pour les obliger à céder, notre soutien est d'autant plus indispensable. N'oubliez pas de libeller vos chèques à l'ordre de la LCR avec la mention : « Pour les mineurs ».

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



NOUVELLE-CALÉDONIE

L'autodétermination pour les opprimés

Le gouvernement a dépêché en Nouvelle-Calédonie Edgar Pisani pour une mission d'au maximum deux mois, pour réussir là où avait échoué le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Georges Lemoine : négociateur des garanties pour la communauté européenne — entendez pour les intérêts coloniaux français — et déterminer la composition du corps électoral appelé à se prononcer sur l'avenir du territoire. Paris met comme condition à une solution d'autodétermination la réalisation d'un consensus entre Kanaks et Caldoches, ou plus exactement, entre les indépendantistes et le RPCR, filiale du parti de Chirac.

La droite retrouve ses accents de la belle époque coloniale : la Calédonie, c'est la France, les Caldoches ont autant le droit d'y être que les Kanaks qui ne représentent qu'une minorité de la population. Pour faire bon poids elle rajoute une bonne louche de racisme sur ces Mélanésiens paresseux et sauvages et sur ces braves petits colons qui ont su faire fructifier la terre. Enfin, elle réclame que l'ordre soit rétabli. Peut-être a-t-elle en tête la répression de la révolte de 1878 qui fit mille cinq cents morts kanaks. Le gouvernement par ses attermoissements et sa volonté de préserver les intérêts coloniaux tourne le

dos aux droits du peuple kanak et fait le jeu de la droite. Avant tout pour lui, comme nous l'expliquons dans la page suivante, il s'agit de préparer l'avenir.

Colonisés et colons

Le débat se polarise maintenant autour de la question de l'autodétermination et surtout de savoir qui s'autodétermine.

C'est au nom de la démocratie et de l'égalité que la droite et tous ceux qui s'opposent à la souveraineté kanake excluent

une consultation des seuls Mélanésiens, représentant 43 % de la population.

Le problème n'est pas une question d'arithmétique. Tout d'abord parce que ce chiffre illustre la politique pratiquée par l'impérialisme français qui a parqué dans des réserves les Kanaks et a organisé le peuplement de l'île en offrant les meilleures terres aux européens, une politique qui n'est pas sans évoquer celle de l'Afrique du Sud. La France a eu une politique délibérée de minorisation du peuple kanak. Pierre Messmer, l'un des derniers gouverneurs d'Afrique, alors qu'il était Premier ministre en 1972 prêcheait « l'immigration massive des citoyens français métropolitains ou originaires des DOM (Réunion) (...) en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés ». C'est cette « opération de peuplement outre-mer » qu'entérinerait une consultation à part égale.

On voudrait mettre sur le même plan ceux qui ont été spoliés de leur terre et de leur souveraineté et ceux qui sont venus s'installer pour « faire du fric aux colonies ». On voudrait faire dépendre le sort de ceux à qui les lois coloniales ont imposé le travail forcé jusqu'en 1946 et interdit l'accès au collège jusqu'en 1956, de ceux qui cherchaient un Eldorado tropical, faire décider du sort du colonisé par le colon.

Minoritaire ou non, cette terre est celle du peuple kanak et c'est à lui de décider de son avenir. En Afrique du Sud, ce n'est pas leur caractère majoritaire qui fonde les droits de la population noire mais le fait

qu'ils aient été purement et simplement supprimés par l'apartheid pour permettre l'exploitation capitaliste du pays.

Contrairement à ce que laissent entendre leurs adversaires, les indépendantistes n'ont jamais fermé les portes de la Kanaky de demain aux non-Kanaks. Le racisme, il est du côté de ceux qui reprennent le langage employé en Algérie ou en Afrique avant les indépendances, qui considéraient comme des traîtres à abattre les européens anticolonialistes. Pierre Declercq, dirigeant indépendantiste blanc dénonçait les stocks d'armes des colons (les « prises » des militants du FLNKS en témoignent). L'hebdomadaire réactionnaire local *Corail* répondait en juillet 1981 en posant la question : « Comment se fait-il que Declercq soit encore en vie ? » Deux mois après il était assassiné et ses meurtriers courent toujours. Les menaces qui pèsent sur les indépendantistes non kanaks de Nouméa, que relate notre envoyé spécial en sont une preuve supplémentaire.

Le gouvernement a choisi de respecter le cadre de la Constitution de la V^e République qui le contraint à faire se prononcer les Caldoches comme les Kanaks. Les anticolonialistes, eux, n'ont aucun devoir vis-à-vis d'elle. Leurs devoirs sont vis-à-vis de leurs frères kanaks qui retrouvent leur fierté en réclamant leurs droits. « En décrétant qu'on le lui rende, le peuple ne veut que son dû », dit un couplet de *l'Internationale*. C'est aux Kanaks de décider, pas à leurs exploitateurs.

Jean-Jacques Laredo

GRAND MEETING INTERNATIONALISTE

Mercredi 12 déc, 20h, MUTUALITE

Avec Alain Krivine, de retour du Nicaragua et un représentant de l'ambassade du Nicaragua,

et un représentant du FDR-FMLN du Salvador, Jean Ziegler, universitaire suisse et membre du bureau de l'Internationale socialiste, Dorothee Piermont, député européen et militante des Verts ouest-allemands.

Une délégation du FLNKS a été invitée à prendre la parole

NOUVELLE-CALEDONIE

La cohésion des indépendantistes

Les actions du FLNKS ont renforcé son audience parmi les Kanaks. Dans Nouméa, la droite tente d'intimider les militants indépendantistes.

● De notre envoyé spécial. Nouméa, mercredi 5 décembre.

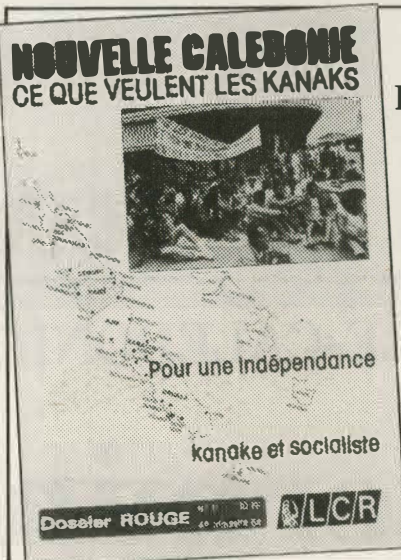
Les barrages indépendantistes demeurent importants en plusieurs points de l'île. N'y participent pas que les tribus. Des salariés se sont joints à elles en quittant de fait leur emploi, ainsi que des jeunes qui refusent d'aller accomplir leur service militaire. L'armement des militants s'est renforcé après les saisies d'armes des colons et les fusils de chasse remplacent les haches. Trois gendarmeries demeurent encerclées et le point le plus chaud demeure la ville de Thio. Plusieurs dizaines de

maisons de colons ont brûlé et les incendies se poursuivent.

Il semble exister un mouvement réel de la population européenne en direction de Nouméa.

La semaine dernière, la police a perquisitionné le local de l'USTKE, à Nouméa. Elle prétendait y trouver des bombes, voulant établir un lien entre le syndicat indépendantiste et le récent dynamitage de commerces caldoches. Bien entendu les pandores sont repartis bredouilles.

La police ne montre pas le même zèle lorsqu'il s'agit d'interpeller les auteurs de



VIENT DE PARAITRE

PASSEZ VOS COMMANDES

10F

menaces vis-à-vis des indépendantistes blancs qui doivent rester enfermés chez eux à Nouméa. Les fascistes errent en voiture autour de leurs domiciles. Depuis plu-

sieurs jours un militant blanc indépendantiste, Jean-Louis Dion est l'objet d'attentions particulières. Aujourd'hui, à 16 h 30 (heure locale), un individu, circu-

lant à bord d'une Citroën Visa immatriculée 85-519, proférait des menaces à l'encontre de J.-L. Dion. Quand ce dernier est sorti pour lui demander des explications, l'individu a sorti un pistolet d'alarme et a fait feu, brûlant légèrement ce camarade. L'individu a pu être rattrapé et remis à la police.

Du côté des organisations kanakes, alors que le LKS s'enforce encore un peu plus dans sa collaboration

en présidant l'une des commissions de l'Assemblée territoriale, le FLNKS affermit sa cohésion. Les actions qu'il a entreprises, depuis l'organisation du boycott électoral le 18 novembre dernier, ont renforcé la confiance de ses militants dans la base unitaire de son récent congrès de fondation et celle du peuple kanak qui se regroupe de manière plus déterminée que jamais autour de lui.

Vincent Kermel

Les dessous de la mission Pisani

En déléguant Edgar Pisani, le gouvernement veut préparer l'après-indépendance. Son projet exclut l'exercice immédiat de la souveraineté du peuple kanak.

Le gouvernement a choisi de s'appuyer sur le rapport de forces établi par le FLNKS pour montrer qu'il n'y a pas d'autre possibilité que de hâter la mise en place d'une solution nouvelle en Calédonie. Il est donc maintenant question de « mettre en œuvre les mesures concernant l'évolution institutionnelle et le développement économique, social et culturel de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que les modalités selon lesquelles sera exercé le droit à l'autodétermination ».

Toute l'insistance mise aujourd'hui à vouloir changer rapidement les choses en Nouvelle-Calédonie a de quoi surprendre, notamment quand on se souvient des généralités niaises qui ont été proclamées jusqu'à ces derniers jours par les gens du pouvoir. Lionel Jospin, au nom du PS, évoquant même pour l'occasion le « principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Il n'est pas inutile de souligner que le changement de ton du gouvernement est d'abord dû à la mobilisation et aux actions du FLNKS. Mais les nouvelles dispositions, matérialisées dans la nomination de Pisani, constituent un changement substantiel dans la manière

dont les choses vont se négocier.

Pisani a présenté sa mission en combinant les enjeux institutionnels et économiques. « La Nouvelle-Calédonie, a-t-il dit, n'a pas pris le chemin du développement de la population mélanésienne, avec tout ce que cela comporte aux plans économique, social et culturel, et c'est de tout cela qu'il s'agit de s'occuper. »

Le gouvernement n'a pas pour l'instant d'idée précise sur les « modalités de l'autodétermination » — on parle de plusieurs scénarios — mais il a au moins un objectif clair celui de maintenir les intérêts français dans ce pays. Le choix même de Pisani n'est pas indépendant de cet objectif. Il a été jusqu'à ces dernières semaines l'un des principaux négociateurs de la commission de Bruxelles pour le renouvellement de la convention de Lomé. Celle-ci forme un vaste ensemble d'accords économiques et commerciaux entre la CEE et soixante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Elle favorise, au nom de l'aide européenne au tiers-monde, une plus grande intégration des pays dominés aux marchés industriels de l'Europe des neuf.

Pisani aura donc pour tâche de négocier conjointement l'avenir économique et le statut politique du territoire. Il lui faudra convaincre une bonne partie des colons que l'on peut aller à un certain type d'indépendance en garantissant leur avenir social. Et il faudra convaincre les indépendantistes de ce que Lemoine appelait il y a quelques semaines à Nouméa une « indépendance avec la France ».

La souveraineté kanak

Mais les choses ne seront pas simples pour ce monsieur-providence. Les indépendantistes ont voté au congrès de fondation du FLNKS que le peuple kanak entendait obtenir « la restitution de toutes les terres » ainsi que « les moyens nécessaires pour poursuivre son développement économique, social et culturel ». C'est une position claire pour une autodétermination qui lui donnerait l'exercice immédiat et total de la souveraineté.

Le gouvernement a expliqué qu'il ne s'agissait pas

pour lui de « faire le procès du passé » mais de parler de l'avenir. Mais de quel passé s'agit-il quand il est question des terres et des réserves tribales ? Ou quand il est question des intérêts capitalistes détenus par les grosses familles caldoches, à commencer par celle de Lafleur, député RPCR ? Il s'agit bel et bien du présent dans un pays où les Kanaks n'ont rien et les Français ont tout. Derrière le débat juridique du droit de vote des non-Kanaks se situe par conséquent tout le problème de l'avenir économique. Exiger que le peuple kanak puisse décider seul de son autodétermination, comme le demande le FLNKS, est l'un des aspects du problème. Rompre avec l'héritage économique du colonialisme et bouleverser l'apartheid calédonien, en est un autre. C'est ce que le gouvernement fait mine de ne pas comprendre quand il dit vouloir « assurer aux deux communautés un destin acceptable ». Défendre l'indépendance kanak et dénoncer le projet néo-colonial implique précisément de ne pas accepter ce « bon sens » gouvernemental.

Claude Gabriel

Leur écrire, pour les soutenir, aux adresses suivantes :

- FLNKS, 8, rue de Gambetta, 1^{ère} Vallée du tir, Nouméa. Tél : 27 25 99.
- USTKE, BP 43 72, Nouméa. Tél : 27 72 10.
- PALIKA, BP 18 12, Nouméa.

Organiser la solidarité

Depuis le début des événements en Nouvelle-Calédonie, plusieurs réunions unitaires se sont tenues à l'initiative de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak. Cette association regroupe depuis déjà un certain temps une série de personnes connaissant bien la Nouvelle-Calédonie. Elle est animée par M^e De Felice et Tubiana, et par M. Besse et Berthou. C'est aujourd'hui la seule structure unitaire qui s'efforce d'organiser le mouvement de solidarité et qui bénéficie du soutien du FLNKS.

Lors de la dernière réunion, peu d'organisations politiques étaient présentes et la LCR fut seule à proposer la tenue d'une manifestation de rue. Le PCML la jugeait trop précipitée et le PSU s'inquiétait qu'on limite le droit d'autodéter-

mination au seul peuple kanak... (sic) Ces premières difficultés et le fait que l'opinion est complètement désinformée sur ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie doivent nous encourager à multiplier les informations et les initiatives de façon à aider à créer une campagne de soutien la plus unitaire possible.

Dès à présent, l'Association a décidé d'éditionner une brochure d'information, elle est prête aussi à envoyer des orateurs pour animer des débats et à aider les collectifs locaux qui se mettront en place. Par ailleurs, neuf députés européens, dont D. Piermont des Verts ouest-allemands qui participera à notre meeting du 12 décembre, ont adressé un télégramme de soutien au FLNKS.

Georges Villetain

Des événements très graves se déroulent en Nouvelle-Calédonie qui risquent de conduire la France dans une nouvelle guerre coloniale. Victime d'un système intolérable maintenu par la France pendant 130 ans, le peuple kanak exige aujourd'hui son indépendance. Cette revendication légitime se heurte au refus de la majorité des colons soutenue par la droite française qui n'a visiblement rien appris de ses aventures coloniales. Devant une situation qui peut demain devenir dramatique, les soussignés en appellent au gouvernement pour qu'il accorde au peuple kanak les moyens de son autodétermination. Pour permettre l'organisation d'initiatives de solidarité avec le peuple kanak, envoyez vos signatures à :

Association information et soutien aux droits du peuple kanak, 24, rue de Fontenay, 92 140 Clamart. CCP : M. Pierre Besse 728559 T Paris.

Premiers signataires : Marcel-François Kahn, Daniel Guérin, Jean Ridoux, Yvan Dautin, M^e Antoine Conte, Jean-Jacques De Felice, Michel Tubiana, Denis Langlois, Fagart et Yves Dechezelles, Gilles Perrault, Jean-Marie Vincent, Pierre Halbwachs, Felix Guattari, Michèle Baron, Jacques Vallier, Claude Bourdet, Georges Montaron, Philippe Pierre-Charles, Vincent Placolly, Gal de la Bollardière, Alain Krivine, Théodore Monod, Jean Chesnaux, Georges Casalis, Thierry Berthoud, Pierre Bauby, Pierre Besse, Alban Bensa, Anne Schnapp et Jean Guiart.

CORSE

Echec sur échec

La Corse n'arrive à la surface de l'information en France que lorsqu'une bombe y explose ou que des gendarmeries sont mitraillées. La dégradation constante de la situation dans l'île est, elle, soigneusement ignorée par les médias.

Le gouvernement socialiste connaît échec sur échec depuis trois ans dans sa politique suivie dans l'île. Il en est réduit aujourd'hui à couvrir la politique provocatrice de Broussard, son super préfet dans l'île, les menées réactionnaires du trio Rocca Serra, Giacobbi et Arrighi (respectivement RPR, MRG et FN) qui dirige l'Assemblée régionale, et les exactions d'une justice locale qui ne mérite qu'un adjectif celui de coloniale.

Pour tous ces gens le seul problème dans l'île est celui du terrorisme et donc du maintien de l'ordre. Tout est bon, dès lors, pour criminaliser le FLNC et le mouvement nationaliste.

Une voiture de CRS est mitraillée, le soir même où une manifestation nationaliste se déroule. Evidemment pour Broussard il s'agit d'un meurtre du FLNC. Ce ne sera que vingt-quatre heures plus tard que l'on apprendra que ces CRS n'étaient pas vrai-

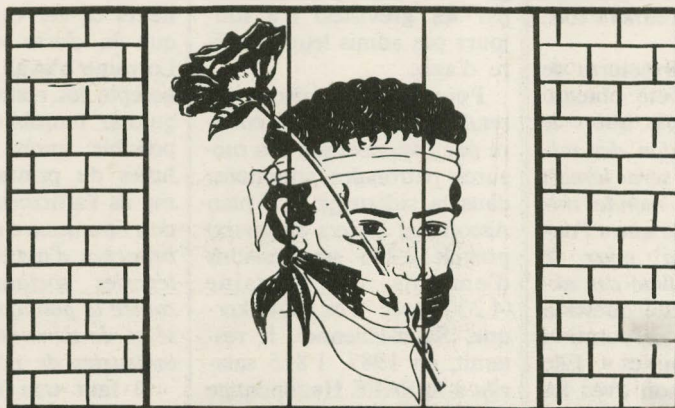
ment en patrouille mais se trouvaient sur un terrain vague en compagnie de deux jeunes femmes prises en stop à la sortie d'une boîte de nuit. Qu'importe ces détails, il faut à toute force montrer que le FLNC est derrière chaque meurtre dans l'île.

Une réalité ignorée

La réalité ? Plus de mille personnes ont manifesté unitairement à Ajaccio le 1^{er} décembre pour le statut politique des militants nationalistes incarcérés. Ils sont trente et un, ces prisonniers, incarcérés pour la plupart hors de Corse à Marseille, Lyon et Paris ; trente et un que le pouvoir s'obstine à assimiler à des droits communs. Le MCA, les organisations liées à lui, l'UPC et le Collectif nationaliste corse (ainsi que nos camarades de A. Fiumara) participaient à cette manifestation.

Le succès rencontré le 12

**SO PATRIOTTI
SO INCARCIARATI**



**IMPUNIMU !
U STATUTU PULITICU
IMPUNIMU !
A SO LIBARAZIONI
A RISCOSSA**

Ce sont des patriotes, ils sont emprisonnés. Imposons le statut politique ! Imposons leur libération !

tribunal. Elle sera poursuivie en diffamation pour avoir mis en cause les pressions politiques sur le tribunal. A la suite de cela, elle-même et M^e Comte ont fait, le 22 novembre, une conférence de presse à Paris, pour dénoncer « le fonctionnement de l'appareil judiciaire dans l'île. [qui] s'éloigne dangereusement de celui d'un Etat de droit ».

Les attaques contre les jeunes se multiplient aussi. Dernièrement encore à Bastia, le 15 novembre, quatre jeunes sont arrêtés, interrogés, frappés pour leur faire signer des aveux de complicité nationaliste. Deux d'entre eux doivent être hospitalisés pour des coups au thorax.

Un abandon refusé

Voilà le climat actuel dans l'île alors que les dirigeants de l'Assemblée continuent la désindustrialisation de l'île et l'étouffement de la formation. Ainsi, Pascal Arrighi du FN a obtenu il y a un mois, avec l'appui du MRG et du RPR, le gel des crédits de fonctionnement pour l'Université de Corte. Malgré une réprobation séparée de la CGT, Paris reste muet laissant les clans et le FN étouffer l'université.

Au même moment on apprenait que la Cour des comptes demandait, elle, un remboursement de deux cents millions de centimes au même Pascal Arrighi. Celui-ci lorsqu'il était président de l'Université, de 1975 à 1981, avait en effet inscrit au budget de nombreuses dépenses somptuaires : hôtels de luxe, voyages, repas, sans rapport apparent avec les besoins.

C'est cette mise à l'abandon que refusent de nombreux travailleurs corses qui n'hésitent plus à donner leur voix au STC (Syndicat des travailleurs corses, proche des nationalistes), devenu ainsi majoritaire il y a quelques jours aux transports urbains d'Ajaccio.

Laurent Carasso

août par les listes corses (un électeur sur dix) lors des élections régionales, n'a pas arrêté une politique axée sur la répression.

Depuis mars 1984, Broussard a organisé le démantèlement du MCA de la région de Balagne. Là encore tous les moyens sont bons. Accusé du plasticage d'une vedette de gendarmerie à Calvi, Jean-Michel Rossi se trouvait à Paris au moment des faits. Qu'importe ! Il est condamné à une peine de cinq ans de prison fermes sans la moindre preuve, peine confirmée en appel.

Une de ses avocates, M^e Mattéi s'insurge contre ce verdict à la sortie du

PROPORTIONNELLE

Un sondage éloquent

Tandis que dans le secret des cabinets ministériels se discute l'éventualité d'une réforme du mode de scrutin, un sondage d'opinion vient de démontrer qu'il n'est qu'une seule réforme réellement démocratique : l'instauration de la proportionnelle intégrale.

Le débat sur la proportionnelle fait décidément couler beaucoup d'encre et travailler les instituts de sondage. Une récente enquête d'opinion réalisée par Louis Harris et publiée par l'Événement est à cet égard riche d'enseignements.

Ce sondage confirme en premier lieu la progression de l'opposition et le recul du PS et du PCF. Ainsi toutes les composantes du camp réactionnaire totalisent 53 % des intentions de vote tandis que l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche n'en obtient que 42 %. Mais là n'est pas le plus important.

A la proportionnelle intégrale, ces pourcentages donneraient 120 sièges au RPR, 76 à l'UDF, 33 au Front national, 100 au PS, 67 au PC, 14 à une liste commune LCR-LO et 4 au PSU, 23 autres sièges se répartissant entre les écologistes et le « centre droit ».

Voilà qui prouve une nouvelle fois que l'instauration de la proportionnelle est une exigence démocratique élémentaire. Seule, elle permet d'éviter l'amplification des mouvements du corps électoral telle que l'impose l'actuel mode scrutin. Seule également, elle

permet la représentation de toutes les composantes du mouvement ouvrier et notamment de l'extrême gauche. A cet égard, l'invention d'un « mixage » des systèmes majoritaire et proportionnel ou d'une « barre » éliminatoire n'aurait pour seul effet que d'éliminer les courants de gauche minoritaires — à commencer par la gauche révolutionnaire — et de conforter les marges de la droite. Selon le sondage cité, avec un barage à 5 %, le RPR, l'UDF, le Front national et le « centre-droit » obtiendraient 31 sièges supplémentaires, le PS et le PC n'y gagnant que 12 députés.

Oui, décidément, il faut rompre avec les mécanismes sclérotés instaurés par la V^e République. Aucune argutie juridique, aucune combinaison politicienne ne saurait nous convaincre du contraire. Depuis des lustres, le mouvement ouvrier se bat pour la proportionnelle afin d'en finir avec un

découpage électoral et des dispositions qui favorisent les grands partis bourgeois. Le Programme commun de la gauche comme les programmes respectifs du PS et du PCF en prévoient l'instauration. Et les cent-dix propositions du candidat Mitterrand y faisaient également référence : « La représentation proportionnelle sera instituée pour les élections à l'Assemblée nationale, aux assemblées régionales et aux conseils municipaux pour les communes de 9 000 habitants et plus. » (proposition 47)

Cette promesse figurera-t-elle bientôt dans la longue liste des engagements non tenus ? C'est probable si ne s'élève pas la voix de tous ceux qui n'admettent pas que le droit d'expression de toutes les organisations de travailleurs soit plus longtemps bafoué. Car, n'en doutons pas, la pression de la réaction sera considérable.

C. P.

Quatrième Internationale

EDITORIAL :	
L'épopée des mineurs britanniques.....	3
Turgut Taylir - Etat et capital dans la Turquie contemporaine	9
Un Programme révolutionnaire pour la République dominicaine Extraits du 1 ^{er} Congrès de la Blocque Socialista	27
Salah Jaber - Révolution prolétarienne et dictature du prolétariat	43
NOTES DE LECTURE	
Tre minuti a mezzanotte	
Tariq Ali : « Can Pakistan survive ? »	
Juan Robles et Jorge Vedia : « Economia del Uruguay 1973-1983 - La dictature financiera »	
Winfried Wolf : « Polen - Der Winter gehört den Krähen »	119

LORRAINE

Grève des mineurs de fer suspendue

Il faut assurer le relais d'autres branches industrielles constatent les mineurs de fer lorrains après une grève qui ouvre — au moins — la porte des négociations.

● De notre correspondant

La grève générale des mineurs de fer qui durait depuis douze jours a été suspendue le vendredi 30 novembre suite aux négociations parisiennes du 28 et dans l'attente des discussions locales qui débutent le 6 décembre. Pour la CGT, qui regroupe l'essentiel des syndiqués (cf. Rouge de la semaine dernière), ces premiers résultats ne sont « pas une victoire. Le gouvernement et les sociétés sidérurgiques maintiennent leur plan de fermeture et de suppression d'emploi. » Mais « la lutte unie des mineurs est un succès parce qu'elle a permis d'obtenir des engagements et des garanties nouvelles », surtout sur le

volet social dont le principe a été, pour la première fois, accepté.

Quant aux fermetures de puits, rien n'a été obtenu. La CGT rappelle que « le plan de liquidation des mines de fer ne sera jamais accepté par le monde minier » et annonce que « l'action continuera pour le maintien en activité des exploitations ». Cette question dépasse la seule corporation des « gueules jaunes ». Elle nécessite la liaison avec les sidérurgistes pour la lutte contre les plans patronaux soutenus par le gouvernement, dont la responsabilité a été sans cesse mise en évidence pendant la grève des mineurs.

Vieux problème pour le mouvement ouvrier en Lor-

raine que ce décalage entre deux catégories ouvrières, souvent observé dans le passé. Si les syndicats de la sidérurgie ont soutenu la grève des mineurs, la masse des travailleurs des aciéries surtout à Sollac (en chômage technique après le blocage des livraisons de minerai par les grévistes) n'a toujours pas admis leur manière d'agir.

Pourtant la liaison est rendue plus nécessaire encore par l'aggravation des mesures patronales annoncées dans la sidérurgie. Le plan Ascometal (acières spéciaux) prévoit 2 345 suppressions d'emplois en Lorraine (4 230 avec Fos, Dunkerque, Saint-Etienne). Il resterait, en 1987, 1 815 salariés à la SAFE Hagondange sur 2 491, 545 à Pompey sur 2 214 ! Cela après le plan concernant les produits longs (rails, poutrelles), et avant celui pour les produits plats (fer-blanc, produits pour le bâtiment). Petit à petit les restructurations, conséquences du plan acier

du printemps, s'accomplissent.

Le mérite de la lutte des mineurs a donc été de proposer une réaction ouvrière à ces liquidations successives. Même s'ils n'ont pas été suivis immédiatement dans la sidérurgie, tout n'est pas perdu. Par la lutte les mineurs de fer ont démontré que la classe ouvrière en Lorraine n'avait pas encore accepté les restructurations, qu'une remobilisation était possible, après les grandes luttes du printemps. Comme ils l'affirment « le relais doit être assuré par d'autres branches d'industrie, de catégories sociales diverses, contre la politique d'austérité et de démantèlement des industries de base ».

Il faut une mobilisation régionale, interprofessionnelle et, ajoutons, unitaire. Il faut que toutes les organisations ouvrières se mettent d'accord pour préparer une grande manifestation de défense de l'emploi en Lorraine.

Robert Noirel

HOPITAUX EURE ET LOIRE

Un appel dans la Santé

Il faut faire abroger les circulaires et les plans d'austérité contre la Santé déclarent des travailleurs d'Eure-et-Loire. Ils s'adressent à « tous ceux qui partagent cette volonté ».

Les hospitaliers d'Eure-et-Loire n'ont pas l'intention de laisser passer le budget des services de santé et des services sociaux, sans que les travailleurs du secteur ne se manifestent : ils ne pensent rien de bon de cette politique-là et ils ont l'intention de se faire entendre ! « Avec 5,2 % d'augmentation pour 1985 par rapport au budget 1984, expliquaient plusieurs d'entre eux lors d'une conférence de presse tenue à Chartres mardi 27 novembre, nous savons déjà que les crédits alloués au budget global 1985 seront insuffisants dans tous les domaines ».

La liste des conséquences est longue pour le personnel des hôpitaux, comme pour les usagers. Au centre hospitalier de Dreux par exemple, « 6,5 millions de francs manqueront correspondant à une quarantaine de postes sur l'année ». Les créations de postes minimum demandées par les services resteront lettre morte, le « non-remplacement des absences pour maladie, maternité, formation, l'insuffisance du personnel la nuit, les congés annuels pris en quatre ou

cinq fois » s'additionneront pour aggraver les conditions de travail, tandis que les usagers feront les frais d'économies sur le renouvellement du matériel médical et de dégradations générale des soins.

Des militants de la CGT, de la CFDT, de FO, des travailleurs non syndiqués ont décidé de faire connaître leur point de vue à l'ensemble des travailleurs hospitaliers du pays, de mettre les points sur les i quant aux responsabilités des fédérations syndicales, du PS et du PC (voir déclaration encadrée). « Le but de notre appel est de défendre et de promouvoir le service public de santé. Nous demandons, concluent-ils, à tous ceux qui partagent cette volonté de contacter les premiers signataires. » Trois cent cinquante signatures avaient déjà été recueillies lors de la conférence de presse. Un tout début.

M. M.

● Nous reproduisons l'adresse mentionnée sur l'appel : Monsieur Guy Lafec, 9, rue Henri Colas 28100 Dreux.

CGT

Parler c'est bien, agir c'est mieux

Une nouvelle fois, Henri Krasucki, lors d'une réunion de la CGT, utilise dans son discours une « petite phrase » semblant appeler de ses vœux un mouvement d'ensemble. Mais la concrétisation de ce « tous ensemble » se pose toujours : le secrétaire général parle, mais la CGT n'organise pas.

Vendredi 30 novembre, à Aurillac, Henri Krasucki déclare qu'il entend de plus en plus « les travailleuses, les travailleurs, les syndicalistes de la CGT dire "il faudrait une action nationale, une grève nationale rassemblant tout le monde". Je réponds : pourquoi pas, puisqu'on nous y oblige. » Cette formule est une autre forme de la petite phrase utilisée le 5 septembre dernier à Bordeaux par le secrétaire général de la CGT, « deux millions de travailleurs dans la rue, pourquoi pas ».

Le leader de la CGT va plus loin cette fois : « J'observe que d'autres organisations syndicales, FO par exemple, par delà nos divergences, font le même constat et envisagent aussi une grève nationale. Et bien, qu'on y aille ensemble, que ce soit de façon concertée ou paral-

lèle ou convergente. L'essentiel c'est qu'on y aille ensemble. Nous n'écartons personne. »

Au pied de l'accord-cadre...

Au pied de l'accord-cadre de Renault, on juge le syndicaliste. Cet accord agit, comme la grève de Talbot, à la manière d'un décapant. Pour ou contre les licenciements, sous forme de mobilité géographique, de formation professionnelle, d'aide au « retour des immigrés », d'accord FNE, voilà la question incontournable.

Précisément, à l'accord-cadre Renault, politique phare du patronat en matière de licenciement « doux », la CGT n'oppose pas une grève nationale. Contre les licenciements, déguisés ou

non, la réponse qui unifie l'ensemble du personnel et les syndicats, ce sont les 35 heures sans perte de salaire. Leur application immédiate permettrait de sauvegarder l'intégralité des seize mille emplois que la direction de la Régie veut supprimer.

C'est une grève « à l'allemande », un mouvement allant crescendo vers les 35 heures et contre les licenciements, dont les travailleurs ont besoin. Cet objectif des 35 heures permet en outre d'unifier toutes les luttes contre les licenciements dans une même démarche, réunissant également les chômeurs qui ont plus intérêt que quiconque à une baisse immédiate du temps de travail.

Flexibilité, oui ou non ?

Parallèlement aux négociations Renault, se poursuivent celles sur la flexibilité de l'emploi, c'est-à-dire l'acceptation de l'insécurité et de la précarité de l'emploi. Louis Viannet rappelait, le 3 décembre, devant le siège du CNPF, « l'appel lancé par la CGT à l'ensemble des travailleuses et des travailleurs de ce pays, parce que agir, se ras-

sembler, agir fort dans l'unité, c'est la seule chose que le patronat redoute ».

L'accord-cadre Renault et la négociation sur la flexibilité sont intimement liés. Si la Régie fait passer le plan Hanon, celui-là sera la locomotive, l'exemple national des « nouveaux licenciements ». Qu'opposer alors à Yvon Chotard, qui aura beau jeu de s'abriter derrière la très sociale Régie nationale pour justifier l'assouplissement des procédures de licenciements ?

Alors la grève nationale, il la faut, plus que jamais. Et l'objectif ne peut qu'être le refus des licenciements et les 35 heures.

Ce qu'entend Henri Krasucki est autre chose. « On ne peut séparer la solution des questions sociales de l'avenir industriel des usines Renault (...) Il faut s'assurer d'une politique de développement industriel d'abord en France et ensuite à l'étranger », expliquait-il à Sandouville.

Ainsi la direction nationale et celle de la Fédération de la métallurgie axent fermement la démarche revendicative sur les propositions industrielles moyennant un enrobage social pas trop rébarbatif.

Jean Lantier

Appel des travailleuses et de l'action sociale de la Santé et de l'action sociale d'Eure-et-Loire, syndiqués à la CGT, à la CFDT ou à FO et non-syndiqués.

La situation dans notre secteur est grave. L'austérité qui frappe durement entraîne une dégradation des conditions de soins pour la population, une dégradation des conditions de travail des personnels et une baisse du pouvoir d'achat de tous.

Pour les mois et les années à venir les orientations ministérielles prévoient une aggravation supplémentaire de cette austérité : circulaire Bérégovoy de blocage des budgets ; planification des fermetures de lits ; attaques contre les congés, etc.

Il dépend de nous, de nos luttes, de notre unité, que cette politique catastrophique soit remise en cause. Il est possible et nécessaire de faire reculer les plans d'austérité, d'imposer les revendications urgentes.

C'est pourquoi nous ap-

pelons l'ensemble des travailleuses et travailleurs de la Santé et de l'action sociale à se joindre à cet appel : faisons entendre notre voix !

Nous appelons les directions syndicales de notre secteur à tout mettre en œuvre pour organiser le mouvement d'ensemble indispensable. Nous appelons les députés du PS et du PC à refuser ces budgets d'austérité.

Tous ensemble par nos luttes et notre unité nous pouvons modifier le cours des choses. Nous pouvons faire abroger les circulaires et plans d'austérité contre la Santé.

Il s'agit d'un engagement responsable et déterminé car il y va de notre avenir à tous.



FNAC

Le combat pour l'indexation

Une fois de plus, le personnel de la FNAC, dans l'unité de ses organisations syndicales CGT et CFDT, se bat contre vents et marées pour le maintien de l'indexation des salaires sur la hausse des prix. L'accord, conquis par la grève de 1982, est totalement remis en cause par une nouvelle direction qui veut aligner la FNAC sur le niveau brutal d'exploitation des employés du commerce.

Au-delà du strict accord salarial, à savoir un réajustement automatique des salaires fondé sur l'ensemble des indices CGT, FO, UNAF, INSEE, CFDT, le patronat de la FNAC s'aligne sur les directives du CNPF.

Ce qu'il veut, c'est faire de la FNAC une entreprise adaptée à la flexibilité de l'emploi. C'est-à-dire un passage des contrats et conventions collectifs, un temps annuel réparti selon les besoins des ventes saisonnières, une rémunération cor-

respondant à la multiplication du temps partiel, des contrats à durée déterminée. Ainsi le personnel de la FNAC serait payé à la gabelle, au pourcentage de ses ventes.

Le patronat de la FNAC, à la pointe du combat du CNPF entend sans plus attendre appliquer la dernière missive d'Yvon Chotard à ses adhérents. Il s'agit de faire de 1984 le tombeau de l'indexation. Sa liquidation est d'ailleurs considérée, dans l'entourage de Yvon Gattaz, comme la grande

victoire des deux années écoulées.

A la confluence des attaques patronales sur l'indexation et la flexibilité se situe l'action du personnel de la FNAC, dont l'ardeur n'a pas été douchée par l'échec du mouvement des fonctionnaires face à l'intransigeance gouvernementale.

Le mouvement, largement majoritaire, s'étend à l'ensemble des établissements parisiens de la FNAC, passée sous le contrôle des COOP.

Mais il se heurte à un nouvel encadrement de combat, obsédé par la perspective de faire de l'argent pour le profit des actionnaires, parmi lesquels l'UAP-Séquanaise et la GMF.

Dès les premiers débrayages, d'emblée massifs, à Montparnasse le 17 novembre, la direction prétend placer les assemblées générales sous le contrôle d'huissiers qui se permettent de relever des noms, de s'instaurer juges des bons déroulements des actions de grève du personnel. Depuis cette date, les huissiers se multiplient, yeux de la direction autant qu'agents de justice, pour alimenter un dossier juridique visant les directions syndicales CGT et CFDT.

Car à la FNAC, les syndicats représentent électoralement et en capacité de mobilisation la majorité du personnel.

Cette pression débouche sur un coup de force : **préventivement** (au sens strict, un procès d'intention) après les assemblées du 30 novembre, la direction assigne en référé du tribunal de grande instance de Paris vingt-deux délégués et représentants CGT et CFDT. Il s'agit d'obtenir une condamnation préventive d'une occupation illimitée des locaux qui n'a pas été décidée ! Le front patronat-justi-

ce s'est ressoudé ce 1^{er} décembre, à 10 h. Le TGI condamne sur le fond, en référé, une occupation des locaux qui n'a pas lieu, astreint à raison de 100 000 francs par jour les délégués cités à comparaître, décide de lever les obstacles aux portes des magasins, qui ne sont pas obstruées, ordonne l'assistance de la force publique si nécessaire.

BELLA

Poupée de lutte

A l'usine Bella de Perpignan, la production des poupées organisée par les travailleurs eux-mêmes a redémarré depuis la fin novembre, comme riposte à la liquidation de l'entreprise et aux 315 licenciements. Six cents poupées sortent par jour. La gestion est assurée par l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC. Le syndicat pour sa part bloque toujours un stock de trois mille poupées. Pour Noël, ils comptent sortir une poupée de lutte, habillée en Catalane, symbole de leur volonté de ne pas voir mourir leur région. Le Parti communiste a organisé la semaine dernière une vente devant les grands magasins à Paris. La solidarité de tous doit se développer : écrivez-leur, commandez des poupées : Intersyndicale, usine Bella, avenue du Languedoc 66000 Perpignan.

On le voit, l'action du personnel de la FNAC, la seule à ce jour sur l'indexation, est particulière-

ment prise au sérieux par la direction patronale qui entend aller aussi loin que possible dans l'épreuve de force contre les syndicats et les employés. Le patron n'hésita pas à envoyer deux inspecteurs de la police du IV^e arrondissement dans les locaux du comité d'entreprise, pour surveiller la conférence de presse du 5 décembre.

Malgré tout ça, l'action continue, avec un personnel particulièrement soudé et déterminé. A suivre...

Jean Lantier

THOMSON

Pour la mobilisation ensemble

Téléphonie (CIT-Alcatel, Thomson télécom), informatique (Bull), et maintenant Thomson tout court (armement, électro-ménager)... La somme des licenciements déclarés ou à venir s'allonge dans la filière électronique, posant toutes les questions de la mobilisation.

Le gouvernement annonçait en 1982 la création de quatre-vingt mille emplois d'ici 1985 dans la filière électronique. C'est exactement l'inverse qui se produit. Le secteur de pointe qui devait « créer des emplois », licencie. Cinq mille suppressions de postes menacent dans la téléphonie (CIT-Alcatel, Thomson-téléphone), sept cents dans l'informatique (Bull, voir Rouge des 16 et 23 novembre). L'inter-CFDT du groupe Thomson estime que cinq mille suppressions de postes sont programmées dans le groupe (armement, électro-ménager), deux mille cinq cents emplois ayant déjà été supprimés en 1983.

Au cours de l'année 1984, plus de cinq cents postes ont été supprimés à la CEPEM d'Orléans (électro-ménager, ex-filiale de la CGE rattachée au groupe Thomson), quatre cents à la Thomson Genevilliers, deux cent vingt à Cholet, cinq cents à Saint-Denis et Tulle (armement)... Les luttes centre par centre sont restées isolées, impuissantes face

aux plans de licenciements à l'échelle du groupe (127 000 salariés, dont 105 000 en France).

La situation est désormais trop grave pour que le bricolage dans les centres puisse y faire face », déclare l'inter-CFDT Thomson dans un tract d'explication distribué sur tous les sites. Mais pour « imposer des solutions globales », il faut préparer une mobilisation d'ensemble. Prendre le temps et les moyens. La CFDT s'est adressée aux autres organisations syndicales du groupe CGT, CGC, FO, CFTC dans ce but (voir ci-contre, lettre de la CFDT et extraits de la réponse de la CGT). La CFDT a écrit à Gomez (P-DG du groupe) : « Nous condamnons votre plan industriel, nous le combattons ainsi que ceux qui en sont ou les auteurs, ou les inspirateurs, ou les complices. » Afin que tout soit clair, l'inter-CFDT a enfin rédigé une « lettre ouverte aux responsables politiques » : « A nos yeux, ceux qui penseraient pouvoir soit

ne pas soutenir, soit ignorer notre appel, seraient un faux calcul. »

Maintenant il faut convaincre. L'expérience des mobilisations isolées, sans lendemain, a fait des ravages dans de nombreuses entreprises du groupe. Bien des travailleurs sont méfiants. La première réponse

de la CGT à la CFDT risque de ne pas les rassurer. Evitant de répondre à la question de la mobilisation d'ensemble, celle-ci insiste sur « des formes de luttes définies par les travailleurs eux-mêmes dans chaque établissement ». La remarque paraît aller de soi. Mais n'est-ce pas justement l'or-

ganisation d'une riposte sur tout le groupe qui permettra à la lutte dans chaque site d'être efficace ?

Les travailleurs de la téléphonie ont manifesté leur refus des licenciements tout au long du mois de novembre ; ceux de l'informatique ont entamé l'action pour battre en brèche le plan de

suppressions d'emplois que leur direction veut imposer ; l'inter-CFDT Thomson propose aujourd'hui une riposte sur l'ensemble du groupe : c'est le seul moyen pour les travailleurs de l'électronique d'empêcher les ravages programmés dans leur filière.

M. M.

Lettre de l'inter-CFDT à la CGT, à la CGC, FO et la CFTC

L'inter CFDT Thomson CSF et filiales, après avoir analysé la situation économique, sociale, et industrielle du groupe Thomson constate : — la suppression de plusieurs milliers d'emplois ; la régression de la politique salariale ; — la politique négative de Gomez (P-DG du groupe Thomson [NDLR]) par rapport à l'emploi.

Devant cette situation,

nous pensons qu'une offensive de grande envergure doit s'enclencher au niveau du groupe. Dans l'intérêt des travailleurs, il nous semble indispensable que cette offensive se fasse dans l'unité la plus large.

A ce titre, nous vous proposons une rencontre dans les délais les plus brefs en vue de déterminer les objectifs et les modalités de cette action.

Réponse de la coordination CGT à l'inter-CFDT

Dans sa lettre de réponse, la CGT résume son analyse de la situation so-

ciale dans le groupe et souligne : « Cette orientation de la direction généra-

le cadre avec les objectifs d'austérité du gouvernement qui, sous prétexte de fatalité de la crise, installe progressivement dans notre pays une situation devenant de plus en plus insupportable pour l'ensemble des salariés. Cette politique sociale et industrielle conduit à l'échec en donnant des possibilités nouvelles au CNPF et à la droite pour tenter de déstabiliser le système de protection des salariés. » (...)

La CGT est d'ailleurs à l'initiative de nombreuses luttes qui se déroulent en ce moment sur l'emploi et les salaires dans plusieurs entreprises du groupe Thomson. A chaque fois, la CGT a recherché l'efficacité en proposant à toutes les or-

ganisations syndicales d'organiser ensemble l'action.

Oui, poursuit la coordination CGT, l'action revendicative se pose en terme d'urgence mais l'expérience nous montre pour qu'elle porte ses fruits, qu'il est indispensable de créer les conditions à partir des réalités localement vécues sur des objectifs revendicatifs et des formes de lutte définies par les travailleurs eux-mêmes dans chaque établissement du groupe.

Rappelant ses propres « propositions revendicatives », la coordination CGT conclut : « Nous sommes bien entendu à votre disposition pour toute rencontre favorisant un rapprochement de nos points de vue ».

Construire un rapport de force

Le nombre et la jeunesse : telles sont les deux caractéristiques du cortège qui a traversé la capitale, le 1^{er} décembre, derrière les initiateurs de Convergence 84. Certes, la manifestation a rassemblé deux fois moins de monde que celle qui accueillit les marcheurs des Minguettes, il y a un an. Mais cette année, l'initiative était chargée d'un contenu allant au-delà du seul combat démocratique contre le racisme.

En revendiquant l'égalité des droits entre Français et immigrés, Convergence 84 remettait clairement en cause la politique gouvernementale qui, derrière les discours généraux, procède surtout à des expulsions de « clandestins ». Cela explique en premier lieu l'inégalité du soutien des grandes organisations ouvrières. Les confédérations syndicales sont, pour l'essentiel, demeurées à l'écart de ce mouvement. La direction du PS, contrairement à l'an passé, s'est abstenue d'appuyer la montée sur Paris. Et si le PCF a proclamé sa solidarité, il s'est bien gardé de mobiliser massivement ses structures. Il est vrai que la revendication de l'égalité s'oppose aux pratiques courantes de son appareil municipal. Ne vient-on pas de voir le maire communiste de Noisy-le-Sec dénoncer de jeunes immigrés d'une cité, dans une lettre au commissaire de police de sa commune (voir page 2) ?

Il reste, qu'en dépit de ces circonstances, Convergence 84 a rassemblé 50 000 personnes. Ce qui, en soi, constitue un événement politique. Car cela témoigne qu'une force est progressivement en train d'émerger. Une force, dont les gros bataillons se trouvent dans la jeunesse, française et immigrée, des lycées, des cités et des banlieues. Une force qui conteste tous les fantasmes sécuritaires et qui entend bien réagir à la montée d'un Le Pen comme à la banalisation du racisme. Si cette volonté ne se traduit pas encore en perspectives claires d'action, il n'en demeure pas moins que, si une fraction de la jeunesse se mobilise, c'est que son expérience quotidienne lui prouve que « pour avancer, la France a besoin de mélange ».

Une telle force peut peser d'un poids considérable dans le rapport des forces en France. A condition cependant de s'organiser, dans les quartiers et les cités, sur les lieux de travail et d'étude, afin de ne pas laisser le terrain libre aux professionnels de la peur et de la haine. A condition également que s'opère une jonction avec le mouvement ouvrier et que le combat pour l'égalité des droits s'enracine dans les entreprises. La relative coupure apparue lors de la manifestation du 1^{er} décembre entre ce mouvement de masse naissant et les formations ouvrières peut, à terme, s'avérer fort dangereuse, en conduisant à de nouvelles divisions.

Les exemples de Dreux et de Renault-Cléon illustrent bien ce qui peut être réalisé. C'est à tous ceux qui se sont mobilisés à l'occasion des étapes de Convergence 84, qu'il appartient de concrétiser ces perspectives. Le travail ne manque pas et les échéances seront nombreuses.

Christian Picquet

Après le 1^{er} décembre ?

Après la marche du 1^{er} décembre, Farida Belghoul, une des animatrices de Convergence 84, a accepté de répondre à quelques questions pour Rouge.

Quelle estimation faites-vous de la mobilisation ? Pensez-vous avoir atteint l'objectif que vous vous étiez fixé ?

Nous avons été 50 000 dans la rue samedi. Il y avait à cette manifestation une très forte présence de jeunes de quartier. Pour nous l'objectif a été atteint. Cette mobilisation s'est faite en dehors des cadres des organisations traditionnelles, lesquelles ne correspondent pas à ce que nous sommes, par leurs discours, par leurs pratiques.

La mobilisation s'est étendue au fur et à mesure que nous roulions. Pour nous, il s'agissait de faire la clarté sur nos rapports avec les organisations de solidarité, les partis politiques qui ont inscrit la lutte antiraciste à leur programme. Il s'agissait de révéler au niveau national le rapport conflictuel qui existe au niveau local entre les jeunes des quartiers et les organisations.

Quelles sont les critiques que vous faites envers ces organisations ?

Pour résumer le propos. Nous en avons marre que l'immigration et sa descendance serve de

masse de manœuvre à des conflits d'appareils qui ne nous concernent même pas. Par exemple, aujourd'hui, Toumi est en prison. L'appel est passé. Et force est de constater que sur la personne de Toumi est en train de se jouer un conflit entre la magistrature et le gouvernement.

Autre exemple. Les différentes campagnes électorales où une fois de plus l'immigration a servi de champ de manœuvre alors que sa réalité et sa diversité étaient méconnues. L'immigration en est restée un peu plus opaque.

C'est la raison pour laquelle nous privilégions aujourd'hui l'expression des quartiers — quand je parle de quartiers, ce sont les lieux où explosent les inégalités, c'est bien sûr les banlieues mais il y a aussi des espaces d'inégalités dans le centre des villes. Car lorsque nous disons immigration, en fait, ce sont des réalités existant sur les territoires d'inégalité qui nous préoccupent. Parce que c'est le seul moyen de sortir du carcan de l'antiracisme, lequel ne tient pas compte de la diversité existant dans les quartiers.

Ainsi des gens qui n'y con-

naissent rien parlent de la cohabitation. Et ça sous-entend évidemment cohabitation entre Français et immigrés. Les uns se servent de la cohabitation pour faire du racisme, les autres pour faire de l'antiracisme. Ceux qui font du racisme ne nous intéressent pas, du moins dans l'immédiat. Ceux qui font de l'antiracisme ne voient pas qu'il existe aussi des conflits entre une famille française et une autre, ne voient pas plus qu'il peut en exister aussi entre une famille immigrée et une autre. Mais par contre, ils pointent le doigt sur le conflit entre la famille immigrée et la famille française, en s'indignant du racisme de la famille française. Et c'est comme ça qu'on invente le racisme quand il n'existe pas. Alors qu'il s'agit de simples problèmes de vie quotidienne — je ne dis pas que le racisme n'existe pas, mais là, il s'agit de problèmes de conditions de vie de tout le monde dans ces quartiers où les gens sont obligés de vivre comme dans une caserne. C'est la même chose pour les crimes sécuritaires. Il n'y a pas que des jeunes immigrés qui sont tirés par des beaufs ou par des flics. Ce sont aussi les jeunes des quartiers et des banlieues, qu'ils soient français ou immigrés.

Quels objectifs maintenant ? Comment voyez-vous que va pouvoir se continuer cette mobilisation ?

Nous voulons mettre en valeur l'expression des quartiers de manière à construire un rapport de forces qui leur soit favorable et permette ainsi que soient posés les vrais problèmes.

On a ouvert un espace de questionnement et c'est dans le cadre de réponses à ces questions que peuvent s'engager des perspectives, dans le cadre d'un engagement réciproque entre les parties.

Propos recueillis par Sonia Follon

Vous dites que vous n'avez pas de revendications. Pourtant vous revendiquez une nouvelle conception de la citoyenneté et l'égalité des droits.

Nous avons fait Convergence.

On aurait pu porter nos revendications — il en existe un catalogue — pour nos revendications, c'est s'adresser aux pouvoirs publics. C'est, à partir du moment où on a rassemblé autant de monde qu'on le peut, amener les pouvoirs publics à répondre. Les pouvoirs publics font des promesses, et les gens rentrent chez eux en attendant de voir ces promesses se réaliser... jusqu'à la prochaine initiative. Entre les deux, l'état de la mobilisation reste nul.

n'en demeure pas moins qu'il serait absurde, au nom d'une réalité plus complexe, de ne pas combattre pied à pied toutes les manifestations concrètes de racisme.

Car la progression du Front national, les campagnes de la droite, la politique économique du grand patronat contribuent à développer un véritable cancer dans l'opinion. Qui peut nier, aujourd'hui, que dans leur masse, les travailleurs immigrés se trouvent en état d'insécurité permanente ? S'interroger longuement sur les racines du mal ne peut conduire qu'à la mort du malade si on ne détruit pas simultanément les cellules atteintes. C'est pourquoi, il est indispensable de s'opposer systématiquement à toutes les campagnes anti-immigrés par les plus larges mobilisations comme cela s'est fait, au printemps dernier, à l'occasion des meetings de Le Pen.

Le second point concerne le rapport avec les organisations du mouvement ouvrier. Farida critique, à juste titre, l'« antiracisme » vague et ambigu des directions de la gauche traditionnelle. Mais la critique ne doit pas être synonyme d'impuissance. Il est indispensable, pour construire le rapport de forces le plus favorable, de gagner le maximum de militants ouvriers au combat pour l'égalité des droits. L'unité est à cet égard une arme irremplaçable. Car c'est dans le courant des mobilisations par le débat et l'action commune que se clarifieront les objectifs.

Farida Belghoul, dans son interview, et à l'issue de la mobilisation pour « l'égalité des droits » pose des problèmes qui sont réels et qui sont en résonance avec ce que vivent de nombreux jeunes dans les banlieues et les quartiers « défavorisés ». Mais il y a deux points où nous ne pouvons être d'accord avec sa démarche, deux points clefs pour la mobilisation à poursuivre.

Le premier point porte sur la lutte contre le racisme. Il est vrai que tous les problèmes quotidiens ne peuvent se résumer à la lutte contre le racisme et que cette dernière ne saurait escamoter des inégalités plus globales. Farida met, sur ce point, le doigt sur un problème juste. Il



Une manifestation vivante et jeune

De Montparnasse à République, le « défilé-carnaval pour l'égalité » à l'initiative de Convergence 84 a rempli les rues de Paris de musique et de slogans. A mi-chemin entre la manifestation et la fête, c'était bel et bien l'expression de cette France pluri-culturelle que revendiquent les jeunes immigrés.

Les jeunes des banlieues et des quartiers ont répondu massivement à l'appel. Malgré la faible présence du mouvement ouvrier traditionnel et des organisations d'immigrés, c'est près de 50 000 personnes qui ont manifesté le samedi 1^{er} décembre.

En tête du cortège, les mobylettistes de Convergence réglaient la marche. Peu de banderoles, les cortèges compacts se rassemblaient autour des nombreux orchestres et joueurs de tam-tam. Visages grimés et souriants malgré le ciel maussade et pluvieux... Entre deux airs de musique, un refrain repris de cortège en cortège, symbole de la marche : « Olélé, olala, pour l'égalité, on est toujours là ». Mais aussi de nombreux slogans contre Le Pen : « La France, pour qu'elle avance, il faut enlever Le Pen ». D'autres, criés à pleins poumons, exigeaient la libération de Toumi...

Le premier cortège, le plus important, celui du Collectif parisien de soutien à Convergence, était suivi d'une multitude de cortèges de collectifs ou comités venant des grandes banlieues parisiennes et de toutes les villes et régions de France. Parmi les plus remarquables, Grenoble et Marseille. Pour tous, la même caractéristique, ils étaient composés de très jeunes manifestants. Ouvrant le cortège marseillais sous une banderole « Ensemble contre le racisme et le fascisme », une farandole de

jeunes femmes scandaient un « On y est, on y reste », l'expression spontanée de la deuxième génération... A noter, un seul cortège d'entreprise, celui de Renault.

Présent également, le mouvement des femmes avec une banderole du Collectif féministe antiraciste et du Collectif des femmes immigrées revendiquait « un statut indépendant du père et du mari » pour les femmes immigrées.

Parmi les organisations politiques présentes — le PS n'appelaient pas à la manifestation —

et qui avaient accepté la volonté des « rouleurs » de ne pas apparaître avec des banderoles d'organisation, la fédération de Paris de la LCR s'était regroupée sous une banderole « Contre le racisme, pour l'égalité des droits ». Ses militants étaient également présents dans la plupart des cortèges de villes. On remarquait en outre quelques militants du PC, mais surtout, et en nombre, des JC et de l'UEC.

S. F.

A Dreux

Parmi les cortèges de la manifestation de Paris, celui de Dreux était remarquable pour deux raisons. D'abord parce que c'est la ville où Le Pen et le Front national ont fait leur premier « score » aux dernières municipales. Mais surtout parce que le cortège dynamique et important — deux fois plus de monde que pour la marche de l'année dernière, malgré l'absence du PS et du PC — était le signe d'une réelle mobilisation en profondeur. C'est plus de cent vingt personnes en grande majorité des jeunes qui avaient fait le voyage de Dreux à Paris pour soutenir Convergence 84. A noter parmi eux, quelques personnalités du PS.

Le dimanche avant, le 25 novembre, à Dreux, près de cinq cents personnes avaient participé à l'accueil de Convergence dans la salle des fêtes de Vernouillet. A l'appel du comité local, soutenu par le PC, le PS, le MJS, le PSU, la LCR, le MRAP, l'ATT, la

CNL, l'Association du Lièvre d'Or (association de quartier), le CCFD (Comité catholique pour la faim et pour le développement), le Cercle laïque, le comité des jeunes contre le racisme, de nombreux jeunes, de nombreux immigrés, des gens des quartiers avaient répondu. Auparavant le cortège de mobylette suivi de voitures avait sillonné les rues du centre ville sous les yeux endormis et effarés des bourgeois des beaux quartiers.

La journée du lundi s'ouvrait par une conférence de presse donnée par les « rouleurs ». F. Gaspard, présente, y fut interpellée de façon très virulente sur la politique du gouvernement, quotas, regroupement familial et carte de séjour. L'après-midi, les rouleurs de Convergence étaient accueillis dans plusieurs écoles des quartiers de Dreux et de Vernouillet. A 18 h une manifestation rassemblait deux cents per-

sonnes dans le centre de Dreux pour « l'égalité des droits », tandis qu'un nazillon arrosait au passage le cortège d'une bombe lacrymogène. Ce qui n'empêchait pas la manifestation de poursuivre en criant « La France, c'est comme une mobylette... » et « Libérez Toumi, enfermez Le Pen ! »

Le soir une fête-repas dans la maison de quartier de Vernouillet, organisée par le comité et les jeunes du quartier, rassemblait jeunes Français et jeunes immigrés.

Deux journées bien remplies, contre le racisme et pour l'égalité des droits, pour lesquelles de nombreux jeunes des quartiers se sont mobilisés, prenant en charge l'accueil des rouleurs, la vente des badges de Convergence et la participation à la manifestation de Paris. Deux journées qui ont permis des discussions très riches, et de tisser des liens entre les militants et les jeunes qui s'étaient mobilisés.

INTERVIEW DE DEUX MILITANTS CGT DE LA SECURITE SOCIALE

« L'unité doit irriguer l'activité syndicale »

● **La défense de la Sécurité sociale, c'est l'identité historique de la CGT. Peut-on considérer qu'elle a baissé la garde, qu'elle l'a moins défendue depuis le 10 mai 1981 ?**

Jean Broeckx : C'est vrai que la CGT, dans le contexte de l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, a conduit une action importante pour la défense de cette conquête ouvrière.

Mais, à partir de 1981, la CGT a fait confiance au gouvernement issu du 10 mai, et a délaissé cette question centrale de la Sécurité sociale. En second lieu, quand elle s'est aperçue que le gouvernement trahissait cette confiance, elle a refusé de faire appel aux travailleurs, prétextant que les élections aux conseils d'administration de la Sécurité sociale allaient donner à la CGT la place qui lui revenait. La date du scrutin a été repoussée de mois en mois.

Notre syndicat, en revanche, s'est manifesté rapidement auprès du Premier ministre Mauroy. Initiative peu appréciée par la direction nationale.

Liliane Vincent : Cette conquête extrêmement importante est décisive : si elle n'existait pas, nous constaterions une multiplication de ce qu'on appelle « les nouveaux pauvres ». C'est vrai, la CGT est très attachée à la Sécurité sociale. Cependant les batailles pour la Sécurité sociale sont défensives depuis le décret du 12 mai 1960. Et ceci est grave. Car il y a une perte de mémoire de ce qu'est réellement la Sécurité sociale, en tant que conquête des travailleurs.

A partir du moment où nous avons commencé à parler du Programme commun de la gauche en 1972, la CGT a renoncé à se battre de manière combative, indépendamment des accords de sommet. Tant mieux si, maintenant, une analyse nouvelle est faite.

Puis vint 1981. La CGT se faisait-elle des illusions sur le gouvernement PS-PC ? Je ne le crois pas car depuis 1978, la rupture de l'Union de la gauche était largement avancée. Mais, si la CGT n'est pas la courroie de transmission du PCF, les militants de ce parti, parce que les plus combattifs, y sont largement présents et représentés. Si la CGT est indépendante, par ce phénomène, l'influence du PCF y est grande, surtout lorsque celui-ci est au gouvernement. En 1981, on a espéré, il y a eu un temps d'arrêt. Le pays comptait sur le PS mais il y a eu un manque de courage de la CGT. A moins que son appel n'ait pas été entendu...

Jean Broeckx : La CGT n'est pas naïve au point de croire que le PS allait régler

les problèmes. Ce qu'elle escomptait, c'est qu'on allait lui permettre d'influer sur le cours des choses. Là résidait l'espoir de la CGT. Dès lors, l'interdiction de faire des délégations syndicales et du personnel vers les ministères pour ne pas gêner le gouvernement, ce fut une réalité. Nous avons en fait sous-estimé notre force aux yeux du gouvernement. Nous avons sous-estimé la capacité des travailleurs à imposer quelque chose. Et ceci sur la Sécurité sociale, comme sur le pouvoir d'achat.

Liliane Vincent : On nous a déconseillé d'aller au ministère. La méfiance de ce que j'appellerais l'appareil envers les militants qui sont réputés ne pas avoir de responsabilité suffisante dans la direction de la CGT, a été très forte à ce moment. Pour autant, notre syndicat s'est quand même rendu chez Nicole Questiaux.

● **Peut-on dire qu'il y a un recul social, depuis le 10 mai 1981 ?**

Jean Broeckx : Les acquis existent, mais certainement pas comparables à ceux du Front populaire ou de la Libération. Les lois Auroux qui apportent quelques ajouts positifs au droit syndical et à la protection sociale, le temps de travail à 39 heures, la cinquième semaine dans certaines branches professionnelles, tout cela va dans le bon sens. Mais au quotidien, pour les salariés, ils ne s'y retrouvent pas. Il s'agit bien d'une période de régression sociale, surtout depuis 1982, où le mouvement de dégradation s'est accéléré.

Vouloir dire, par exemple, que les lois Auroux sont un acquis inégalé, c'est faire peu de cas des lois du travail de 1945 sur les comités d'entreprise et les délégués du personnel. Pour les retraites à soixante ans, les employés de la Sécurité sociale ont vu pour la première fois leur retraite baissée, sans compter les dispositions inquiétantes pour l'avenir.

Liliane Vincent : Nous avons des acquis plus moraux que sociaux. La peine de mort, l'abrogation des lois d'exception, cela correspond à l'humanisme traditionnel du PS. C'est ce qu'on attendait, au niveau culturel et moral d'un PS et d'une majorité de gauche.

Les lois Auroux sont très sympathiques, mais par contre les inspecteurs du travail fonctionnant toujours sur la loi de 1944 n'ont pas vu leur pouvoir s'accroître. La retraite à soixante ans, les cotisations chômage, tout cela, ce sont les salariés qui le paient. Le budget de la Sécurité sociale a plus diminué que sous le régime précédent. Les salai-

Liliane Vincent et Jean Broeckx sont militants CGT de la Sécurité sociale. Employés et syndicalistes CGT du syndicat employés, ils sont maintenant cadres et adhérents de l'union des ingénieurs, cadres et techniciens de leur fédération. Syndicalistes chevronnés, cégétistes de toujours, ils ont accepté de répondre aux questions de « Rouge ».



res ne connaîtront qu'une progression de 0,80 % pour 1984. Le pouvoir d'achat des retraites a diminué de 10 %. Alors, si la crise est réelle, il ne fallait pas croire au Programme commun. Et quelque soit cette crise, de

l'argent il y en a. Les banques suisses recèlent des fonds propres à nous sortir de l'impasse. Mais la CGT ne trouve pas les moyens d'action pour redresser cette situation.

Jean Broeckx : A propos de

la crise, cela pose le problème plus fondamental du changement de société. Je ne crois pas que la CGT ait cru possible de le faire. Je crois que la CGT a préféré s'en tenir à évoluer dans un système de social-démocratie plutôt que d'aller vers des changements plus fondamentaux. On n'a pas tenté, à aucun moment, de recourir à la mobilisation de masse. Dès 1981, on a mis nos revendications à la baisse. Si nous les avons maintenues, peut-être aurions-nous été vers de grands changements.

● **Les élections aux conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale ont eu lieu le 18 octobre 1983. Les résultats ont été durs pour la CGT. Qu'en pensez-vous ?**

Liliane Vincent : La baisse d'influence de la CGT est évidente, ainsi que la perte en effectifs, en militants. Alors pourquoi cette baisse ? La réponse officielle consiste à dire que la CGT paie le prix de sa loyauté au Programme commun, et que les syndicats pour une fois dans l'opposition en ont profité. FO joue de l'illusion de son indépendance dans le pays, et ressemble au phénomène Le Pen au plan syndical. En fait le syndicalisme en a pris un coup, car les travailleurs doutent d'eux-mêmes. Ce Programme commun recèle notre « calvaire ». Après l'homme providentiel, De Gaulle, nous avons forgé l'accord providentiel, et la CGT, par essence, syndicalisme de terrain, se retire de ce terrain ? Quand elle y revient, tous les problèmes militants sont devenus plus aigus. D'une part, on ne se bat pas assez sur le terrain de classe, d'autre part, la question de la démocratie n'est pas posée dans la CGT effica-

cement. On a terriblement peur, on se méfie de l'intelligence des travailleurs.

Jean Broeckx : Je crois qu'on a perdu une génération, celle que nous aurions dû gagner en mai 68, celle qui était chez nous et qui est partie. Quand j'étais employé, nombre de militants actifs de 68 ne se sont pas reconnus dans la CGT. Et puis nous avons perdu une autre génération, plus ancienne ; on a écarté, pendant les années 77-78-79 un ensemble de dirigeants expérimentés, au moment de la rupture du Programme commun. L'autocritique qui s'ensuivit au 40^e Congrès de décembre 1978 est désormais occultée. La seule référence qui subsiste est celle du 41^e Congrès. Il y a une fonctionnarisation de l'organisation syndicale. On est moins sur le terrain, plus dans les bureaux, dans les réunions. Et dans les entreprises, il y a de moins en moins de militants.

Liliane Vincent : Sur cette question d'orientation, le rôle individuel des dirigeants n'est pas à négliger. Il ne m'indiffère pas que Henri Krasucki soit à la tête de la CGT. Car, à l'époque où les médias ont une importance énorme, sa personnalité passe mal.

● **La remontée de la CGT passe-t-elle par l'accentuation du cours sur la gestion, un retour aux luttes, ou par un équilibre entre les deux termes ?**

Liliane Vincent : D'abord posons-nous la question sur la crise. Y a-t-il des possibilités d'en sortir dans notre pays sans passer par la suppression du capitalisme ? Le problème est évoqué : la CGT force de propositions ? Ou instrument de lutte des salariés quel que soit le système. La seconde option est évidente, c'est celle de la lut-



te des classes. La première suppose une analyse qui est aujourd'hui absente. Peut-on se laisser balloter en dehors d'une vision claire du système économique? Peut-on accepter des restructurations industrielles si on n'est pas sûr que les travailleurs reconvertis aient du travail? Le désarroi règne chez les cadres sur ces questions.

Jean Broeckx : Le CME domine toujours, les patrons conservent intégralement les pouvoirs de décision. Dès lors, nos propositions doivent être soigneusement maîtrisées, afin de ne pas s'embarquer, tant qu'on ne possède pas ne serait-ce qu'une parcelle de pouvoir économique réel.

Qu'attendez-vous des prochains congrès de la CGT, et de l'UGICT?

Jean Broeckx : La CGT connaît une perte d'adhérents dont une des causes est le chômage. Mais il y a aussi d'autres raisons. Les mesures à prendre pour redresser cette situation? Revenir tout simplement à une organisation qui corresponde à la défense des revendications des travailleurs. Il s'agit bien de toutes les revendications, pour lesquelles il faut se battre au coup par coup, telles qu'elles viennent réellement, sans en lâcher une seule. Nous n'avons pas à faire le tri. La question de la démocratie est à l'ordre du jour. Même si elle exige un apprentissage, une information sérieuse et complète. Il est bon de se souvenir que même à une époque difficile pour elle, lors de la période gaullienne, la CGT s'est développée. C'était une CGT sur la brèche, dans les luttes. Or, c'est dans l'action, dans la lutte que se construit et se solidifie une organisation syndicale.

Je suis pour que des idées soient remises en cause sans qu'on fasse le ménage, sans qu'on chasse ceux qui défendent d'autres positions que celle qui devient majoritaire. Frachon disait qu'il fallait renvoyer les portes-serviette. Cette formule demeure vraie.

Dans un congrès, il faut qu'il y ait un bouillonnement, un véritable débat d'idées. La puissance des médias rend désormais impossible de cacher différentes positions.

Il faut accepter le débat démocratique, même si les tendances ne sont pas la bonne formule. L'organisation syndicale doit être ouverte à tous. Les statuts confédéraux parlent de « socialisation des moyens de production et d'échange », et je suis entièrement d'accord avec eux. Mais la base d'adhésion à la CGT, c'est la défense élémentaire de ses revendications, rien de plus.

Liliane Vincent : Le premier principe à remettre en selle, c'est celui de la démocratie. Et cela du plus haut niveau jusqu'en bas. Il faut que dans les directions, il y ait une possibilité de promotion pour de nouveaux dirigeants. Je suis d'accord avec Jean sur la friosité ambiante. On ne veut pas remettre en cause une idée acquise, parce qu'on a peur du débordement, et je crains



qu'on ait peur de perdre sa place. Le second principe à restaurer est celui de la défense intégrale des revendications. Savoir lutter, savoir lancer des actions pour des mouvements sérieux décidés par le personnel. Enfin, on doit dire ses désaccords à l'égard du gouvernement, de droite ou de gauche.

Or le patronat n'a pas changé sous le gouvernement de gauche. Les mêmes têtes aux postes clés de l'administration, de l'industrie, sont restées en place. Il n'y a pas eu de purge nulle part : ni dans le patronat ni dans l'administration, ni même dans les médias. Les commis d'Etat sont encore là.

Jean Broeckx : J'ajouterai une chose : la recherche vraie de l'unité syndicale. La CGT n'a pas toujours raison. La CGT a elle seule ne peut venir à bout de tous les problèmes posés aux travailleurs. Il faut une recherche constante, permanente,

sans invective, même pour débattre des désaccords bien réels entre syndicats.

Liliane Vincent : En effet, l'unité syndicale, ce n'est pas de l'opportunisme, mais une philosophie, un état d'esprit qui doit imber le quotidien de l'activité syndicale. Nous avons le devoir de respecter les minorités, d'être attentifs à ce qu'elles disent.

Je suis contre l'unité syndicale prise comme question conjoncturelle, tactique. Ainsi pour Force ouvrière. Pendant des années, pour la CGT, cette centrale n'existait plus. Et tout d'un coup, la voilà de nouveau sujet de préoccupation. C'est de l'opportunisme que se pose la question de l'unité de cette manière purement événementielle.

En conclusion, malgré nos critiques, nous estimons que la CGT est l'organisation la plus proche des travailleurs.

Propos recueillis par Jean Lantier

Vient de paraître

Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)

décembre 84 / 14 fr.

Sommaire

Nouvelle-Calédonie : aux côtés des indépendantistes

«Renouveau-PCF» Les notes de Kanapa

ECOLE : HIER LA «RENOVATION» AUJOURD'HUI LA «RESTAURATION»

Quand Lutte ouvrière attrape le train

Notes sur l'écrivain révolutionnaire Denis Diderot (I)

Dossier

Meeting avec Alain Krivine à Saint Nazaire

La LCR de Saint-Nazaire organisait un meeting avec Alain Krivine le 15 novembre. C'est devant une centaine de participants, dont de nombreux militants de LO, du PS, du PC et du PCI, que s'ouvrait la réunion. La première intervention regrettait que ce meeting coïncide avec l'arrivée des rouleurs de Convergence 84. Un camarade de Saint-Nazaire expliquait ensuite la situation locale : chômage massif (21 % de la po-

pulation active) et nombreux licenciements (AFO-Navale, dans la chimie Technip, etc.). Il appelait à la coordination des luttes autour des entreprises menacées et la préparation d'un mouvement unitaire d'ensemble contre les licenciements. Un camarade des JCR saluait ce meeting et intervenait sur les questions du racisme et des luttes de la jeunesse.

Puis, Alain Krivine exposait l'analyse de la LCR sur la politique du PS et

du PC, les solutions anticapitalistes, les réponses de la LCR pour la constitution d'un front anticapitaliste contre l'austérité et le retour de la droite.

Le débat porta sur les propositions de la LCR, sur la FEN et son unité, sur le racisme et pour finir sur le Nicaragua.

Plusieurs dizaines de participants se retrouvèrent dans un bistrot pour continuer la discussion jusqu'à une heure avancée de la nuit.



Montbéliard : une bonne discussion

Quatre-vingt dix personnes se sont rassemblées salle Beaufils le 23 novembre pour discuter avec Alain Krivine : ouvriers de Peugeot, Bull, travailleurs immigrés, hospitaliers, enseignants et jeunes. Les camarades de Lutte ouvrière étaient venus en nombre.

Un copain de Peugeot introduit : il décrit le « ras-le-bol » et la profonde désillusion dans les ateliers de la plus grosse usine de France (qui a perdu dix mille emplois en cinq ans). Alain Krivine explique ensuite « comment on en est arrivé là » : « Si on décide, par choix politique, de rester dans l'économie de marché, il n'y a pas d'autre choix possible que l'austérité. » Il faut donc une orientation anticapitaliste basée sur la mobilisation des travailleurs pour combattre la crise et satisfaire les besoins populaires. Justement, comment rassembler maintenant

tous ceux qui veulent construire une alternative au « gâchis » de trois ans et demi d'expérience de gauche? Ce fut l'essentiel du débat.

Un camarade de Peugeot exprima sa méfiance vis-à-vis des appels de la LCR à faire des « comités » : « Il faut que les révolutionnaires fassent l'unité entre eux (LO-LCR) et n'hésitent pas à aller à contre-courant des fausses idées qui font des ravages dans la classe ouvrière. »

« Cette gauche, vous avez contribué à l'élire », interpelle un camarade immigré. « Avec votre plan d'urgence, n'êtes-vous pas trop économistes? », demande une copine. « Les syndicats sont pourris », dit un autre. « J'ai l'impression d'entendre depuis des années les mêmes discours. Mais que faire aujourd'hui avec cette dé-moralisation, comment remonter la pente? Les comités, oui, mais encore

comment se coordonner entre syndicats différents? », « N'y a-t-il pas d'autres solutions que les robots pour moderniser? », etc.

Les questions fusaient et le temps passait. Comme toujours, il aurait fallu un très long débat pour répondre avec précision, démêler les malentendus des vraies divergences, ne rien oublier. La soirée s'est achevée autour d'un pot au café voisin. Mais il faudra que la LCR et tous ceux qui le veulent poursuivent dans la même voie : rassembler les travailleurs et travailleuses pour affirmer une gauche anticapitaliste.

C'est le problème d'un nouveau parti pour les travailleurs qui est posé là. Mais avant de s'y retrouver, il y a encore bien des questions à approfondir, des expériences très diverses à mettre en commun... et des luttes où nous serons au coude à coude.

Formation dans l'Oise

Le samedi 17 novembre, les militants de la LCR de Creil et de Beauvais ont organisé une réunion de formation et de débat politique sur le thème de l'impérialisme et de la domination des pays « sous-développés » par les bourgeoisies des pays industrialisés.

Dix-huit camarades étaient présents dont deux

tiers de sympathisants. A noter la présence de deux camarades de Lutte ouvrière.

L'exposé, qui portait sur les mécanismes de l'impérialisme en général et l'étude comparée des pays coloniaux, semi-coloniaux et dominés semi-industrialisés, était précédé d'un montage vidéo sur le problème de la faim, vu au

travers du rôle inefficace de l'ONU et celui, combien plus efficace, des multinationales.

L'occasion était idéale pour présenter les positions de la IV^e Internationale, ainsi que sa presse. Rendez-vous est pris pour décembre pour une séance sur le Nicaragua et janvier sur la crise du système capitaliste.

Un meeting PTT en région parisienne

Cent vingt postiers ont participé au meeting organisé par les cellules PTT de la région parisienne de la LCR. Un débat d'une heure a permis à des camara-

des de la LCR ou de la LOR d'expliquer les possibilités de regroupement d'une force unitaire anticapitaliste. Dans certains centres, des contacts ont

été pris et les premiers résultats sont prometteurs. L'idée d'un appel unitaire au sein des PTT a été lancée. □

TROIS QUOTIDIENS SUR LE GRILL (1)

Votre journal m'intéresse

« *Le Matin de Paris* » a-t-il été racheté ? Et par qui ?
 La décision de sortir « *le Monde* » le matin a-t-elle été prise ?
 Le pari multimédias de « *Libération* » est-il si bien engagé ?
 Ce qui est certain c'est que la guerre que se livrent
 ces trois journaux depuis plusieurs années pour le partage
 du lectorat de gauche est à un tournant.

L'enjeu est avant tout politique. Le problème économique est secondaire. Ces journaux ne sont que de petites affaires sans commune mesure avec leur poids politique. Leur objectif est moins de réaliser des profits que de participer au débat politique, économique et social, tout en étant cependant contraints de jouer le jeu d'une certaine rentabilité. On comprend toute la difficulté qu'ont les journaux à trouver une stratégie qui leur permette de garder une certaine indépendance sans perdre trop d'argent. Ce point d'équilibre est d'autant plus difficile à atteindre que les coûts de fabrication se sont beaucoup élevés ces dernières années, que la concurrence de l'audiovisuel s'est accrue et que le lectorat de gauche est un créneau à risque.

Ayant atteint au moins pour *le Matin* et *le Monde* leur plus haut niveau en 1980-1981 et en passe d'y arriver d'ici à deux ans pour *Libération*, ces journaux savent que pour survivre il leur faut trouver au plus vite les moyens de dépasser les limites de leur développement original. Ces journaux ont connu en effet leur expansion ou se sont créés dans une conjoncture favorable pour la gauche, alors que le marché des quotidiens était déjà en régression. Les conditions générales à une régression persistante de la presse quotidienne restant inchangées et les conditions conjoncturelles (la montée de la gauche des années soixante-dix) se détériorant, ces journaux ne pouvaient continuer à exister sur le même modèle.

Le mot fait grincer bien des dents mais, il faut en convenir, la presse quotidienne jouit d'une certaine indépendance politique et financière. Cette « indépendance » est toute relative. Mais l'endettement auprès des banques et la part des capitaux qui ne sont pas propres à ces titres ne pèsent que jusqu'à un certain point dans les choix politiques de ces journaux. Le cas d'Herzant, dont l'endettement est considérable, est exemplaire. Sa dépendance financière par rapport aux banques, dont beaucoup ont été nationalisées, ne l'a pas empêché de jouer au chat et à la souris avec le pouvoir qu'il ait été de droite hier ou qu'il soit de gauche aujourd'hui.

Cette « indépendance » est le résultat d'un compromis entre plusieurs facteurs (économiques, financiers, politiques) réglé en définitive par la capacité du titre à drainer, grâce à des choix rédactionnels judicieux, le nombre de lecteurs suffisant aussi bien pour rembourser les intérêts et les prêts, être un bon support publicitaire (*le Figaro* a fait en 1981 plus de 80 % de ses recettes en publicité, *le Monde* 52 %), que pour compter en termes de poids politique et social dans l'opinion publique. Mais les propriétaires de ces journaux savent qu'il est bien difficile de fidéliser un lectorat, seule garantie pour préserver leur « indépendance », et qu'il faut donc sans cesse rectifier et manœuvrer pour trouver pour leur titre le meilleur positionnement possible.

Cette règle générale est doublée par d'autres contraintes pour *le Monde*, *le Matin* et *Libération* : certains choix rédactionnels, un positionnement à gauche... Ces choix trouvent leur traduction dans les formes juridiques originales de ces entreprises. Au *Monde* et à *Libération*, les salariés sont

associés au capital et à la gestion de l'entreprise ; au *Matin* à un actionariat pour une bonne part militant — quarante-cinq mille souscripteurs à l'origine en 1977 — est venu s'ajouter l'apport personnel de Perdriel et celui de SA *le Nouvel Observateur* et de Jérôme Seydoux. Ainsi ces titres sont non seulement contraints de subir la règle générale — de plus en plus dure nous l'avons vu pour les quotidiens et d'autant plus s'ils se situent à gauche — mais ils doivent, également, peu ou prou marcher au consensus.

Ces dernières années, dans chacun de ces titres se sont livrées des batailles qui toutes, tournaient autour de ce problème : au *Monde* avec l'élection du successeur de Jacques Fauvet ; à *Libération* lorsqu'il a fallu dépasser le seuil fatidique des trente mille numéros vendus avant 1980 ; au *Matin* lorsque les premiers signes de la baisse des ventes se sont fait sentir, et qu'a été tentée autour de Jean-François Kahn une opération de « recentrage ». Enfin lorsqu'ont été prises des mesures d'austérité.

Au *Monde* et au *Matin* ces batailles se sont soldées par des compromis boiteux. A *Libération*, au contraire, on a tranché dans le vif. Sous prétexte de professionnalisme, on a licencié les éléments les plus récalcitrants à la transformation radicale du journal et permis ainsi en 1983 une augmentation du capital par une vingtaine d'actionnaires tels que Françoise Giroud, Hélène Bremond, l'ancienne propriétaire du *Progrès de Lyon*, Evelynne Prouvost, P-DG du groupe *Marie-Claire*, Michel Albert, P-DG des Assurances générales de France, Jean et Antoine Riboud, le premier P-DG de Schlumberger et le second de BSN, Gilbert Trigano, Pierre Barret, président

La crise vient de rebondir au « *Monde* » avec la démission d'André Laurens, à l'occasion de l'assemblée générale des rédacteurs, le 3 décembre.



d'*Europe 1*, etc. Dans ces actionnaires, on trouve des responsables de Saint-Gobain, d'Air-Industrie, de Hachette. Un changement radical de formule et de ton (nettement moins à gauche) pour ce titre qui va connaître, grâce à ces apports financiers et des appuis politiques de toute sorte (ce qui lui permettait de contracter auprès des banques nationalisées des emprunts avantageux), une réussite incontestable : de trente-cinq mille exemplaires en 1980 le journal passe à près de cent dix mille fin 1984.

Une réussite, mais à quel prix. Celui d'une trahison ? D'un abandon de certains idéaux de 1968 ? Pas exactement. Les changements qui ont eu lieu à *Libération* n'ont pas été la conséquence d'un marchandage honteux. Si la direction du journal a pu réaliser l'opération que l'on sait, c'est qu'elle a su faire peu à peu de son journal, avec le consentement d'une majorité de la rédaction, un point de rencontre entre des intellectuels, journalistes, industriels, syndicalistes issus de la deuxième gauche des années soixante-dix, et un lectorat majoritairement passé en un peu plus de dix ans de l'ultra-gauchisme au « réalisme-moderniste », dernier avatar du réformisme social-démocrate.

Il est dans ces conditions tout à fait secondaire de savoir que Serge July fait partie de la Fondation Saint-Simon au côté des Rosanvallon, Furet, Fauroux, Minc et autre Nora. L'ascension de *Libération* est due d'abord et avant tout à la clairvoyance de quelques-uns de ses fondateurs qui ont su discerner, dans l'implosion des idéologies de gauche dans la fin des années soixante-dix, le courant ascendant. Les appuis sont venus après, l'argent a suivi.

A l'inverse, *le Matin* et *le Monde* qui avaient profité en leur temps d'autres mouvements ascendants (l'Union de la gauche, le Programme commun, la politique de relance et de changement) ont connu presque mécaniquement leurs premières difficultés lorsque ces politiques ont commencé à vaciller et à être remises en question.

Alex Karol

● Prochain article : Quand l'Elysée et Matignon s'en mêlent.

La compréhension du chômage

● Critiques de l'Economie politique, numéro 28. Editions La Découverte, 55 francs.

● Le chômage de J. Freyssinet. Coll. Repère, éditions La Découverte, 29 francs.

Sous le titre *le Chômage éclaté*, le numéro 28 de la revue *Critique de l'Economie politique* publie un intéressant ensemble. Un premier groupe d'articles décrit de manière détaillée les politiques d'emploi de la gauche, les effets sociaux du nouveau régime d'indemnisation du chômage et la problématique de la réduction de la durée du travail. Le second groupe d'articles adopte une approche plus théorique pour étudier l'histoire du statut de chômeur et apprécier l'apport des innovations de l'économie bourgeoise, en particulier de la théorie dite du déséquilibre.

Comme beaucoup de livres de la collection Repère des éditions La Découverte, celui de J. Freyssinet sur « le chômage » constitue une synthèse utile. Après avoir décrit le phénomène-chômage, l'auteur résume l'affrontement des théories en des pages particulièrement intéressantes. La dernière partie trace les limites des politiques et la conclusion fait apparaître un certain scepticisme quant aux stratégies de lutte contre le chômage reposant sur « une autre conception » de la productivité et du travail. A juste titre, car il n'existe pas d'issue positive au chômage dans un cadre capitaliste : et la limite de ces deux publications est bien de raisonner à l'intérieur du capitalisme, sans que cela n'enlève d'ailleurs rien à leur intérêt comme instruments de compréhension de la réalité.

Signalons enfin que le numéro 29 de *L'économie en questions* publie en encart une brochure d'argumentation en faveur des 35 heures réalisés par IIG Metall. Une lecture très claire. M. Durant

Pour aller plus loin

● 1968-1982 : Le mouvement ouvrier français. Ed. Ouvrières, 120 F.

Malgré son prix, ce livre doit servir aux militants : il cherche à donner une vue d'ensemble sur les questions posées par la crise économique et le changement politique. On n'y trouvera certes pas une analyse systématique et unifiée : les diverses contributions publiées appelleront souvent comparaisons, discussions, approfondissement. Il est cependant tel que le voulaient les animateurs du projet : « un outil d'information, d'analyse et de référence », somme toute accessible à un large public.

Signalons quelques articles particulièrement intéressants. Celui, tout d'abord, de Robert Boyer : « Rapport salarial, accumulation et crise : 1968-1982 ». La remise en cause des formes de « consensus » réalisées avant la crise capitaliste est analysée avec beaucoup de précision. Celui, aussi, de Jacques Kergoat sur « Les réactions ouvrières et les politiques syndicales de la crise économique à la victoire électorale » : il permet de cerner la situation de la classe ouvrière en distinguant bien, dans la durée, l'évolution du niveau d'organisation, du niveau de conscience, et du niveau de combativité. Rejoignant une partie de ces réflexions, la contribution de Benjamin Coriat « Travail et capital dans la crise... Où en est-on ? » introduit une périodisation dans les rapports entre les classes qui découpe la phase de 1966 à 1976, puis celle de 1976 à 1982.

Signalons encore un article d'une chercheuse canadienne : « Le "problème" des femmes », qui passe au crible l'évolution des politiques de la CFDT et de la CGT. D'autres encore, intéressants, appellent davantage de discussion, entre autres ceux consacrés à une analyse des stratégies syndicales de la CFDT et de la CGT.

Quelles que soient, parfois, ses limites, ce livre est avant tout utile pour faire le point avant d'aller plus loin.

Pierre Rème

BONNES FEUILLES: UN LIVRE AUX EDITIONS LA BRECHE
«LES LENDEMAINS DE LA CRISE»

Le blocage capitaliste

Dernière semaine

Le livre « les Lendemain de la crise », à paraître aux éditions La Brèche, cherche à préciser les enjeux de l'alternative ouverte par la crise : impasse capitaliste ou issue socialiste. Mais il faut au préalable comprendre cette crise : les extraits ci-dessous proviennent de la seconde partie du livre consacrée à l'interprétation marxiste de la crise.

Après avoir rappelé les éléments essentiels de la théorie marxiste des crises, Christian Barsoc montre que les béquilles dont s'était doté le capitalisme n'ont pas empêché celui-ci de sombrer à nouveau dans la crise, après une phase d'expansion qui avait pu faire croire que ses contradictions étaient définitivement surmontées.

La première béquille essentielle et acquise grâce au fascisme, à la guerre, aux ravages du stalinisme (en Europe) et à la guerre froide, fut la désorientation ouvrière allant parfois jusqu'à la passivité. Ceci a permis (...) de généraliser pratiquement sans résistance l'organisation « scientifique » du travail : le taylorisme.

C'est la deuxième béquille du boom d'après-guerre : dans presque toute l'industrie s'implantent les méthodes de la parcellisation des tâches ou du travail à la chaîne, restées jusqu'alors minoritaires surtout en Europe. Elles permettent d'abord des gains de productivité considérables, mais surtout une diminution radicale du pouvoir ouvrier sur les conditions, le rythme et le temps de travail, ainsi que sur les processus de fabrication. Pour les appliquer les patrons font appel massivement à de nouvelles couches ouvrières : jeunes ruraux, femmes, immigrés.

Troisième béquille : en partie grâce aux acquis sociaux des années trente (aux USA) et de la Libération, ou de l'immédiat après-guerre, les travailleurs obtiennent de bénéficier eux aussi des gains de productivité : les salaires réels augmentent presque aussi vite que la production, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme. Ceci permet d'écouler les produits de façon régulière.

(...) Quatrième béquille : l'intervention croissante des Etats et des grands trusts pour la programmation à moyen terme des décisions économiques. Le rôle de l'inflation rampante est ici fondamental : elle garantit que les hausses de salaires programmées n'entameront pas la rentabilité du capital ; et surtout elle permet une accumulation régulière, ou du moins sans heurts violents, grâce à l'inclusion de l'amortissement du capital à priori dans les prix des produits : la dévalorisation du capital peut ainsi s'opérer « en douceur » sans nécessité de récession brutale. (...)

Enfin, cinquième béquille, l'internationalisation des économies sous la domination des USA fait que les débouchés extérieurs sont un élément dynamique de la demande. Les cycles de chacune des grandes économies impérialistes, déjà écartés grâce aux techniques précédentes, ne sont en outre pas synchronisés : une récession interne peut toujours se résoudre par l'accroissement du commerce extérieur puisque les clients étrangers ne sont pas en difficulté au même moment. (...)

La crise comme épuisement simultané des expédients

Il faut donc bien comprendre que la phase de croissance sans précédent de l'après-guerre est due à une conjonction quasi-miraculeuse de facteurs : non seulement ça ne pouvait pas durer éternellement mais il y a même fort peu de chan-

ces pour que cela se reproduise de sitôt ! Car les contradictions du système, telles des termites, ont complètement vermoulu les béquilles du capitalisme : il lui faut maintenant ralentir ou tout casser.

Avec la croissance des salaires réels, le triplement du niveau de vie et la quasi-disparition du chômage, la classe ouvrière reprend des forces au cours des années cinquante et soixante (...) Elle commence à contester les exigences du patronat et son pouvoir de droit divin, à s'opposer à l'augmentation indéfinie des cadences de travail, à revendiquer un droit de contrôle sur l'organisation et les conditions de travail. Là où sévit le taylorisme le plus déchaîné, la résistance ouvrière se développe aussi négativement, par l'absentéisme ou le sabotage de la production. Lutte ouverte ou guerre larvée, la conséquence est la même sur la productivité. Comme les rapports de forces interdisent toute baisse significative des salaires, le taux de plus-value en souffre : les patrons ne parviennent plus à élever le degré d'exploitation au même rythme qu'avant. (...)

Ainsi s'épuise le principal remède à l'alourdissement de la composition organique du capital. L'investissement pour économiser de la main-d'œuvre se fait à la fois plus nécessaire et plus coûteux que jamais. Pour maintenir la masse des profits des investissements de plus en plus lourds doivent être consentis. Partout dans les pays capitalistes développés la croissance de la productivité se ralentit, l'accumulation du capital doit recourir sans cesse davantage à l'endettement pour se poursuivre. Aux USA de 1960 à 1970, la masse des prêts obtenus par les entreprises non financières passe de 15 % à 30 % du produit intérieur brut. La fuite en avant dans l'endettement stimule artificiellement la croissance grâce à l'inflation, jusqu'à la récession provoquée en 1974 par le premier choc pétrolier. Mais c'est bien avant cette récession, dès les années 65-68, que le taux de profit avait commencé à décliner dans la plupart des pays impérialistes. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, d'abord délibérément selon les enseignements de Keynes puis sous la pression croissante de la classe ouvrière, le capitalisme avait priorisé la lutte contre le surproduction ; il ne pouvait dès lors plus empêcher à terme l'affaiblissement du taux d'exploitation et la suraccumulation de capital (...)

Un blocage profond de l'économie mondiale

D'autant moins que le déclin de l'hégémonie américaine et l'internationalisation des économies disloquent peu à peu le bel ordre économique international en place à la fin des années quarante (...)

Chaque gouvernement ne peut exercer qu'un contrôle de moins en moins rigoureux sur la marche de son économie car de puissants centres de décision, industriels et financiers, manipulent des sommes d'ordre de grandeur comparable à celui du budget d'une nation moyenne, hors de tout contrôle public (...) La miraculeuse harmonie entre accroissement de la con-

Parution le
10 décembre 1984

Christian BARSOC

Préface d'Ernest MANDEL

Les lendemains de la crise



Impasse capitaliste
et issue socialiste

B
LA BRECHE

50F au lieu de 65F jusqu'au 8 décembre 1984.

A RETOURNER A PEC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL.

Je commande exemplaires de "les lendemains de la crise" à 50 francs l'exemplaire.

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9 rue de Tunis PARIS XIème. NOM

Je désire le recevoir dès parution à l'adresse ci-dessous, moyennant 6,50 pour les frais d'expédition. NOM.....

N° et rue

Localité

Je joins mon règlement deF. (chèque à l'ordre de PEC).

sommation ouvrière et hausse des profits, déjà bien battue en brèche, s'effondre totalement. Il faut maintenant être compétitif à tout prix (même au prix sud-coréen !), c'est-à-dire pressurer les salaires pour exporter plus et gagner à l'étranger les parts de marché devenues insuffisamment lucratives à domicile. Bien sûr toutes les bourgeoisies mènent simultanément cette politique : on peut difficilement imaginer un redémarrage généralisé de l'expansion par cette méthode de compression généralisée des diverses demandes internes à chaque pays !

Le blocage apparaît donc comme total depuis la fin des années soixante-dix ; l'analyse marxiste permet de comprendre qu'il ne s'agit pas de l'une de ces crises cycliques que l'Etat capitaliste avait tant bien que mal appris à maîtriser, mais d'une « grande crise ». Celle-ci dure depuis bientôt dix ans sans qu'on en voit réellement la fin, si bien qu'il vaut mieux parler d'« onde longue ré-

manifester, comme c'est le cas dans plusieurs pays en 1984, mais elles restent inégales, hésitantes et peu durables. Pour retrouver les conditions d'une croissance capitaliste durable il faudrait introduire « des changements radicaux dans l'environnement général, historique et géographique du mode de production capitaliste, et provoquer une remontée durable du taux de profit moyen » (1).

Mais de tels changements ne naissent pas spontanément au sein du système et c'est en ce sens que l'on peut parler d'une « impasse capitaliste ». C'est cette difficulté que les économistes bourgeois les plus lucides considèrent avec angoisse, car ils se rendent bien compte qu'aucune voie royale ne s'ouvre à eux. Cependant, comme le disait Lénine, « il n'y a pas de situation absolument sans issue ». Reste à examiner le coût.

1. E. Mandel : *Les Ondes longues du développement capitaliste* (Cambridge), à paraître aux éditions La Brèche.

LA NOUVELLE DONNE DES ELECTIONS AMERICAINES (3)

L'heure des recompositions

Non seulement Walter Mondale a été battu, mais l'électorat traditionnel démocrate est parti en lambeaux. Dans le deuxième article de cette série, nous avons vu les causes de cette défaite : le manque de perspectives. Le vieux compromis démocrate ne correspondait plus au choix du grand capital, la crise économique rendant impossible le programme démocrate. Englué dans ses divisions internes, l'appareil du parti choisit pourtant Walter Mondale comme candidat qui représentait au mieux ce compromis.

Les démocrates avaient fait le constat de l'actuel malaise qui traverse le parti. Avant les élections, bien des signes montraient la recherche d'un renouveau. Gary Hart fut l'un d'eux. Soutenu vigoureusement par un certain nombre d'hommes d'affaires de premier plan, dont le président du Paine Webber Capital Markets Group, M. Michael Johnston, l'ancien conseiller de Kennedy, M. Theodore Sorensen, et maints dirigeants de sociétés appartenant aux secteurs de pointe et de l'informatique, le sénateur Hart mena une campagne très

active sur une plate-forme « néo-libérale » prônant un « internationalisme » résolu (au niveau économique), la poursuite du renforcement de la puissance militaire, et une croissance économique animée par l'esprit d'entreprise.

Autre signe : « La défaite de Mondale, c'est triste à dire, mais ce sera un soulagement », disait, juste avant les élections, un vieux routier de la campagne Kennedy en 1980. « Cet échec ouvrira la porte aux nouvelles générations ; à elles de renouveler l'héritage. » En fait, cette nouvelle généra-

tion, que l'on surnomme par dérision les « Atari démocrates » est elle aussi à la recherche d'un nouveau consensus au service du patronat américain. Leur idéal est à l'image, peu originale, de la campagne de Hart : « Réinsuffler un peu d'idéalisme dans une nouvelle génération hostile aux choix moraux attachés au réaganisme », selon les termes de Pat Cadell, l'un des chefs de file de ce courant.

Après la défaite de Mondale, la voie est libre. Mais le renouveau ainsi proposé n'est pas vraiment une politique alternative à Reagan. Faire payer la crise aux travailleurs en réduisant leur pouvoir d'achat et les programmes sociaux en faveur des défavorisés ; augmenter le budget militaire, avec une préférence pour l'armement traditionnel, tel est leur projet. Il est commun avec celui de Reagan. La seule différence est idéologique. Les « Atari démocrates » se battent contre les idées les plus conservatrices de Reagan, telle que la prière à l'école, le refus de l'avortement, le refus de l'égalité entre les hommes et les femmes.

La fin de la « coalition du



Manifestation de mineurs aux Etats-Unis.

New Deal », du consensus qui en fut issu, l'impossibilité, du fait de la crise, d'une augmentation des programmes sociaux suscita à la base du parti des débats animés. La base ouvrière traditionnelle du parti dans les vieux Etats industriels du Midwest étant de plus en plus secouée par la montée

du chômage et les menées antisyndicales de l'administration Reagan, les militants, les syndicats locaux et même certains groupes religieux se sont montrés de moins en moins disciplinés. Ce fut le cas d'une bruyante minorité de travailleurs sociaux et d'organisations communautaires. Dans les grands syndicats une opposition s'est de plus en plus structurée contre les dirigeants qui recherchaient toujours le compromis avec les dirigeants démocrates et les milieux d'affaires. Des structures syndicales importantes, comme le syndicat des contrôleurs aériens, ont inscrit dans leurs documents d'orientation la création d'un parti ouvrier indépendant qui agisse véritablement pour la défense des travailleurs. De même,

après une journée de solidarité, qui avait vu de nombreuses manifestations, en septembre 1981, de nombreux groupes de préparation ont continué à se réunir malgré les consignes des dirigeants syndicaux.

Pour l'instant, ces réactions hétérogènes n'ont guère constitué une politique de rechange à la politique de Reagan. Mais elles mettent en évidence un profond courant en faveur d'une autre politique que celle suivie par les républicains et reprise par la nouvelle génération de dirigeants démocrates, une autre politique qui défende les intérêts des travailleurs. Tout le problème est de savoir si ce courant réussira à se cristalliser en alternative politique.

A Iain Gwenn

Féminisme et pacifisme

450 femmes ont participé le 24 novembre au colloque sur féminisme et pacifisme organisé par Résistance internationale des femmes à la guerre (RIFG), la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Femmes pour la paix.

Le rapport d'Odette Thibault au nom de RIFG, ceux de D. Armogathe sur la Première Guerre mondiale et de Rita Thalman sur les femmes sous le III^e Reich auraient suscité une discussion plus large si le temps n'avait pas fait défaut.

La guerre est-elle une « affaire d'hommes » due aux différences biologiques et d'éducation ? Pour éviter le piège tendu par le militarisme de la « femme-mère » et du « devoir de procréation », la grève des ventres, le combat contre les lois répressives sur l'avortement ont été des constantes des luttes féministes et pacifistes. RIFG prône « le droit fondamental de disposer de la vie dans un monde en paix », une variante du « j'aime la vie, j'aime la paix », dans laquelle les femmes représentent « la

force de vie » la plus déterminée.

Peu de choses en revanche et c'est dommage sur les mécanismes sociaux et économiques qui conduisent à la production des forces destructrices, aux déclenchements des guerres.

La guerre, une « pathologie collective » ? N'oublions pas qu'au-delà du « moment de folie », il y a continuité entre la société du temps de paix et la société du temps de guerre ; de même que des aspects du fascisme sont inscrits dans le capitalisme libéral comme l'a montré Rita Thalman.

Féminisme, pacifisme... et internationalisme

Le trop court moment consacré aux expériences de femmes d'autres pays a certes montré des niveaux de

mobilisation différents mais aussi une volonté commune de ceux qui s'en prennent aux femmes au nom de la militarisation. Le droit à l'avortement, au travail, aux équipements sociaux sont remis en cause tandis que les budgets militaires enflent et que les généraux veulent recruter des femmes.

Certaines intervenantes ont clairement dénoncé l'impérialisme et affirmé leur solidarité avec les peuples d'Amérique centrale.

Parmi elles, la représentante des femmes de Greenham Common a ainsi expliqué : « Nous sommes passées d'une appréhension abstraite de l'impérialisme à l'expérience vécue de la politique agressive de Reagan et de l'OTAN. » ... « Le plus grand danger pour le monde, c'est Reagan, il faut y opposer le mouvement des peuples où les femmes seront à l'avant-garde », a-t-elle ajouté pour conclure l'intervention la plus enthousiaste et dynamique de toutes.

Contre un même ennemi

La fin du colloque consacrée aux rapports entre les convergences politiques en-

tre féminisme et pacifisme a fait l'objet d'une intéressante contribution d'Andrée Michel, expliquant la façon dont les guerres attaquent les femmes en tant qu'être social, au-delà des destructions de vies humaines. Ainsi, au Japon, en Corée du Sud, en Indochine, l'impérialisme et les régimes à sa botte ont favorisé le viol et l'institutionnalisation d'une prostitution ayant statut d'activité à part entière.

Avec les processus de militarisation, le gonflement des budgets militaires, la conscription envisagée des femmes, leurs droits, dès aujourd'hui, sont inévitablement bafoués. Les plus jeunes aux armées, les autres au foyer, le droit à l'avortement à nouveau contesté, décidément oui, le combat féministe rejoint le combat pacifiste.

Point n'est besoin pour cela d'introduire une échelle de priorité entre la lutte pour réduire le danger nucléaire, l'exigence de droit à la vie et le combat pour l'égalité des droits.

Au total, une première avancée qui en appelle d'autres, en particulier des initiatives d'actions concrètes où pourront se retrouver au coude à coude féministes et pacifistes.

Nadine Samir

YUGOSLAVIE

Le procès de Belgrade

La seconde phase du procès, intenté par la direction yougoslave à l'encontre de six intellectuels, en violation de la Constitution et des droits démocratiques les plus élémentaires, s'ouvre le 6 décembre. La solidarité qui s'est manifestée en Yougoslavie et à l'étranger depuis deux mois, doit désormais s'amplifier. En France, un comité de défense des six centralise cette activité, en particulier la pétition suivante :

« Nous suivons avec beaucoup d'inquiétude le procès des six intellectuels de Belgrade — V. Mijanovic, M. Nikolic, P. Imsirovic, M. Milic, D. Olujic et G. Jovanovic — qui s'est ouvert le 5 novembre. Leur condamnation pour leurs seules idées — qu'elles aient été écrites ou simplement échangées au cours des réunions de l'« université parallèle » — serait une très grave atteinte aux

droits reconnus par la Constitution yougoslave elle-même. Nous savons que parmi les citoyens et les autorités yougoslaves de nombreuses voix se sont élevées contre des méthodes policières de « résolution » des présentes difficultés rencontrées dans leur pays. Cela nous conforte dans notre espoir d'un arrêt de toute poursuite judiciaire pour délit d'opinion qui renforcerait le prestige international de la Yougoslavie lié à son passé antifasciste et antistalinien. »

Ce comité a besoin d'un important soutien financier. Lui adresser vos envois à : Comité Radomir Radovic, c/o Michel Mata, 34, rue Feutrier 75018 Paris. CCP Michel Mata 24 576 89 G Paris.

● Voir l'article de Catherine Verla dans Rouge n° 1136 du 24 novembre 1984 et dans le numéro d'Inprecor à paraître.

1984

La falsification est la base de l'ouvrage d'Orwell ; elle est dressée en vertu. Elle est aussi la vertu la mieux partagée par les médias : tout au long de l'année, Orwell a été l'enjeu d'une gigantesque falsification (cf. *Critique communiste*) permettant par les références à l'URSS de faire silence sur le *novlangue*, la *doublepensée* et la

versatilité du passé entre les mains des commentateurs spécialisés.

A descriptions égales des appareils totalitaires, Orwell travaille la lettre et le sens littéral ; Radford le corps et l'image. La liquidation de tout concept, de toute liberté, de toute mémoire trouve son équivalence dans le corps malade, nu, torturé

de John Hurt qui inscrit dans sa chair la résistance à la *doublepensée* alors qu'Orwell l'inscrit surtout dans le monologue. Quant au visage minéral et presque doux de Burton il manifeste le simulacre physique du « double-penseur », image triviale de l'absence bien réelle de Big Brother lui-même. Non seulement Orwell n'a pas



été trahi, mais il est fidèlement secondé par Radford.

Plotr G.

Trois films de 7 à 77 ans

● *Histoire sans fin* de W. Petersen, vous laissera peut-être votre faim, mais ravira vos enfants (« le plus meilleur film que j'ai jamais vu ! » m'a confié l'un des miens...). Un prétexte de fable pour plonger dans un fantastique peuplé d'assez étonnantes maquettes et peluches monstrueuses. Le héros de l'histoire étant un enfant, permet (comme dans *E.T.*) toutes les identifications. Ce film est en fait une

tentative européenne de trouver les recettes du cinéma de Spielberg... L'effort est louable.

● *La revanche du serpent à plumes* de G. Oury avec Coluche, brasse (comme dans *Rabbi Jacob*) quelques idées sérieuses dans un maelström de comique franchouillard. Coluche y peaufine un portrait de l'épéniste qui va voir s'écrouler pas mal de ses certitudes, et le

film est surtout prétexte à multiplier gags et morceaux spectaculaires dans les plus beaux paysages mexicains. Finalement, cette grosse machine est bien moins drôle que *Marche à l'ombre* de Michel Blanc...

● *Christmas Story* de Bob Clarke est également un film « ciblé » pour les enfants ; c'est d'ailleurs le plus subtil des trois ! Un gosse à qui l'on refuse comme ca-

deau de Noël « la réplique de la carabine de Red Ryder » sous le prétexte (parental...) qu'il risque de se crever un œil... va ruser pour tenter de parvenir à ses fins. « Clean et décent », c'est-à-dire aseptisé comme un dessin animé de Walt Disney avec une dose d'humour en sus, le film de Bob Clarke se laisse voir avec un certain plaisir.

M. Laszlo

J'ai le droit de vivre

Un film que l'on souhaiterait voir programmer un soir de grande écoute à la télé, pour servir d'illustration à un dossier de l'écran consacré à la réinsertion des ex-détenus. A l'heure où les loups hurlent à la mort et au laxisme, le film de Lang est avec *Fury* (que Lang réalisa l'année précédente en débarquant aux USA) le plus convaincant plaidoyer

en faveur de la justice que le cinéma nous ait jamais donné.

Impossible d'oublier la fuite du couple Henry Fonda-Sylvia Sidney dans la forêt, vus à travers le canon de la carabine des traqueurs... De telles leçons d'humanisme et de cinéma, on en redemande avidement !

M. L.

communautés jusqu'à sa transformation en Etat et sa guerre d'égal à égal contre le pouvoir portugais. La communauté vit « naturellement » une sorte de socialisme primitif qui puise sa force dans la redécouverte des vieilles cultures africaines, animisme luxuriant et baroque à l'image de ce terre brésilienne, tribalisme régénéré aux notions nouvelles de liberté et d'universalité

des opprimés. C'est un film sur le pouvoir, sur la lutte armée, sur la fragilité de la liberté et déjà sur l'oppression étatique. La liberté est une fête, la guerre une cérémonie sacrée et barbare : tourbillon d'images éclatantes, délirantes, brutales, débâche de couleurs, de mouvements, de sang, de cris.

P. G.



Quilombo

Quilombo désigne, au XVII^e siècle, au Brésil, les communautés libres d'es-

claves enfuis. Carlos Diegues raconte l'histoire de la plus prestigieuse de ces

Revue des revues

Le dernier numéro de *Cinéma 84* est un « spécial Truffaut », qui renvoie au dossier central de *Cinématographe* consacré aux « Enfants sauvages » ; Greystoke, Tarzan, font le lien avec le film homonyme de Truffaut.

Starfix, toujours aussi éclectique, avoue ses coups de cœur pour *Splash*, *Amadeus*, 1984... et Walter Hill. On trouve également une présentation du film *SOS Fantômes* qui est en train de pulvériser, outre-Atlantique, les records de spectateurs du dernier Indiana Jones...

Outre l'actualité du mois, la *Revue du Ciné-*

ma, consacre de bons dossiers à Carlos Diegues et surtout à Richard Burton. *Positif*, enfin, qui dans un numéro indispensable, profite de la parution de la monographie de F. Lang de Lotte Eisner, et de la rétrospective Lang de la Cinémathèque française, pour consacrer un excellent dossier au plus grand cinéaste du monde. On trouve également dans ce numéro deux entretiens avec Milos Forman et Andrei Konchalovsky (à propos des sorties d'*Amadeus* et de *Maria's Lovers*), et une étude exhaustive sur l'œuvre et la carrière de James Manson, mort le 24 juillet dernier.

M. L.

Livres de cinéma

Gaston Haustrate (de *Cinéma 84*) vient de publier aux éditions Syros, les deux premiers tomes de son *Guide du cinéma*. Ces tomes I (1895-1945) et II (1946-1967) mettent astucieusement en parallèle le cinéma et l'histoire du siècle, pour tenter une approche historique synthétique à la portée de tous. (65 et 69 F)

Aux éditions Edilio, un *Jayne Mansfield* par J. P. et Françoise Jackson, dont je ne vois pas toujours très bien l'utilité après la lecture... Pour fans de kitch et de films de Russ Meyer, uniquement ! (138 F) Et puis un *Howard Hawks*

dû à Noël Simsolo, très intéressant par son approche chronographique et sa dissection des thèmes récurrents. Un cadeau utile. (115 F)

Enfin, le livre qui plaira à toutes et tous, et fera un merveilleux cadeau de fin d'année, le *Tex Avery* de Patrick Brion aux éditions du Chêne. La première étude vraiment complète consacrée au pape du « nonsense ». Un résumé de chaque scénario de dessin animé et une fantastique iconographie, souvent inédite, complètent cette encyclopédie du délire. (295 F)

M. L.



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *la Bataille des Arcennes* de Ken Annakin avec H. Fonda, R. Shaw, R. Ryan et

D. Andrews. Ce fut une bataille confuse, où les attaques des uns (les alliés) croisaient les contre-attaques

des autres (les Allemands), où des unités spéciales déguisées avec des uniformes ennemis allaient foutre la panique derrière les lignes opposées... bref, pour une page d'histoire si confuse, il fallait de la concision et une vision globale de la situation militaire... ce genre de film reste à faire !

20 h 35 (FR3), « Témoins » : Philippe Soupault, deuxième émission.

22 h 30 (FR3), *Satan met a lady* de W. Dieterle avec B. Davis. Ce film rarissime est une superbe adaptation, datant de 1936, du *Faucon Maltais* de Dashiell Hammet... Tous à vos postes !

● **Lundi** 20 h 35 (FR3), *Piège au grisbi* bonne adaptation d'un Série Noire de Lionel White, par Burt Kennedy, avec Glenn Ford, R. Montalban, R. Hay-

worth, E. Sommer et J. Cotten.

20 h 35 (TF1), *Domicile conjugal* de F. Truffaut avec J.-P. Léaud. Suite (faiblarde) de *Baisers volés*, malgré la présence régalande de Dorothea.

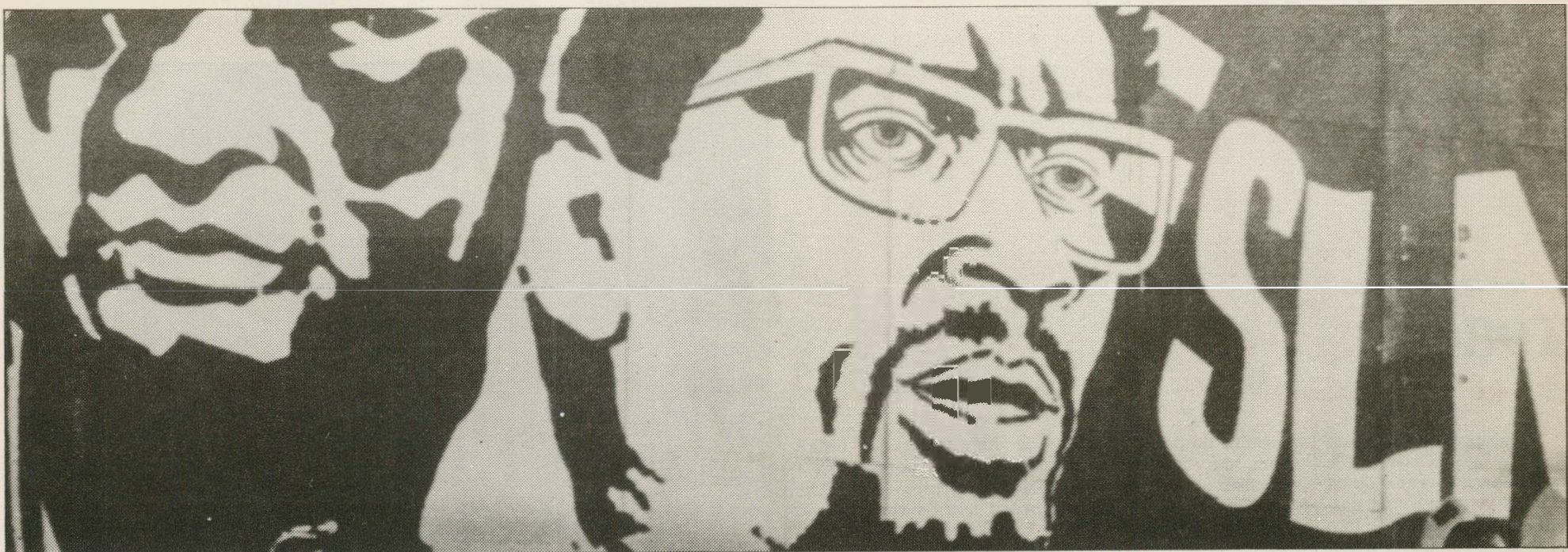
● **Mardi** 20 h 40 (A2), *François 1^{er}* de Christian Jacque avec Fernandel. Un « classique » du cinéma comique d'avant-guerre...

20 h 35 (FR3) *Bandolero*

d'A. MacLalen avec J. Stewart, D. Martin, R. Welch, G. Kennedy. Du sous-John Ford. Le côté musclé et tapageur de la mise en scène, n'arrivant pas à faire passer la faiblesse du scénario...

● **Vendredi** 23 h (A2) Deuxième et dernière partie des *Sept Samourais* d'A. Kurosawa. C'est la partie la plus tonique !

Michel Laszlo



NICARAGUA

Une campagne financière pour l'organe du FSLN

Il ne faut pas relâcher l'effort de solidarité avec le Nicaragua révolutionnaire. Car l'agression impérialiste entraîne une pression permanente, en tous les domaines, sur ce pays. Les actions de la « contra », les interventions déstabilisatrices des services américains obligent les dirigeants sandinistes à accorder une priorité absolue aux problèmes de défense et à la production agricole. Concrètement, cela signifie que tous les autres secteurs ne disposent que de très peu de devises, ce qui limite leurs possibilités d'importer du matériel et des matières premières.

Barricada, le quotidien du FSLN, son imprimerie sont logés à la même enseigne que les autres. Or l'imprimerie fonctionne quasi exclusivement avec des machines et des matières premières d'importation. C'est pourquoi les camarades de *Barricada* ont lancé, dans leur édition internationale hebdomadaire, un appel urgent à la solidarité.

L'année dernière, à la même époque, la Ligue communiste révolutionnaire et son imprimerie avaient déjà lancé une souscription pour donner à l'imprimerie de *Barricada* une développeuse de films, qui a été livrée et installée en janvier 1984.

Pour répondre à l'appel lancé aujourd'hui par *Barricada*, *Rouge*, hebdomadaire de la LCR, et son imprimerie ont décidé de lancer une campagne pour faire parvenir du matériel de maquette et de montage à l'imprimerie de *Barricada*.

Les directions de *Rouge* et de *Rotographie*

Pour *Barricada*, quotidien du FSLN

Je versefrancs par chèque à l'ordre de la LCR (mention *Barricada*)

Envoyer votre chèque à IMPRIMERIE ROTOGRAPHIE
2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Un appel de *Barricada*

Au cours de la troisième semaine d'octobre, le gouvernement révolutionnaire a été obligé de prendre une mesure qui affecte directement *Barricada* : donner une priorité absolue pour l'affectation des devises à l'importation de matières premières et de machines affectées à la défense de la souveraineté et au secteur productif agricole.

La production et le tirage du quotidien *Barricada* qui est diffusé au Nicaragua et de son édition hebdomadaire *Barricada internacional* dépendent quasi exclusivement de matériels importés.

La mesure gouvernementale due au manque de devises entraîne de graves problèmes à *Barricada* pour maintenir un stock de matières premières qui garantisse son maintien.

Comme première mesure, *Barricada* a suspendu la publication de ses suppléments culturels et sportifs, mais fait tous les efforts possibles pour que l'édition internationale continue à paraître.

Camarades, nous vous demandons d'être partie prenante de notre effort pour continuer à lutter contre le blocus de l'information dont souffre le Nicaragua. *Barricada* a besoin de papier de photocomposition, de charbons pour lampes pour bancs de report, de révélateur, de sensibilisateur (...)

Si vous participez à un comité de solidarité ou si vous êtes sympathisant de la révolution nicaraguayenne et si vous avez des possibilités pour nous aider, mettez vous en contact avec nous.

Extrait de *Barricada internacional*
du 18 octobre 1984

GRAND MEETING INTERNATIONALISTE

Mercredi 12 déc, 20h, MUTUALITE

Avec Alain Krivine, de retour du Nicaragua et un représentant de l'ambassade du Nicaragua,

et un représentant du FDR-FMLN du Salvador, Jean Ziegler, universitaire suisse et membre du bureau de l'Internationale socialiste, Dorothee Piermont, député européen et militante des Verts ouest-allemands.